



JAB
1225 Chêne-Bourg

Trimestriel - No 32
Juin - Juni - Giugno
2011

Tirage/Auflage/Tiratura:
30'000

ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione

et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale

Case postale 148
1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54
www.lscv.ch
Mitgliederbeitrag
Cotisation Membre
Quota socio CHF 15.-
CCP 12-2745-6

Signez la pétition et dites non aux cosmétiques testés sur les animaux

Signez la pétition en ligne à partir de la page d'accueil de la LSCV, ou directement à l'adresse www.nocruelcosmetics.org/sign_up.php

La pétition est disponible en plusieurs langues dont le français, l'allemand et l'italien. Il est aussi possible de signer la pétition publiée en page 6 du journal.

Important : date limite de récolte des signatures : Juillet 2011

L'ECEAE vise un minimum de 100'000 signatures. A ce jour, 50'000 ont été récoltées. Merci à toutes et à tous pour votre aide.

**Contenu en Français,
p. 2 - 11**

Petition gegen Tierversuche – keine an Tieren getestete Kosmetik

Unterzeichnen Sie die Petition online ausgehend von der Homepage der SLGV oder direkt unter der Adresse www.nocruelcosmetics.org/sign_up.php. Die Petition ist in mehreren Sprachen verfügbar, darunter Deutsch, Französisch und Italienisch. Sie kann auch auf Seite 16 dieser Ausgabe unserer Zeitung unterzeichnet werden.

Wichtig: Frist zur Unterschriften-sammlung bis Juli 2011

Die ECEAE strebt mindestens 100'000 Unterschriften an. Bis anhin konnten deren 50'000 gesammelt werden. Ihnen allen ganz herzlichen Dank für Ihre Unterstützung!

Inhalt Deutsch S. 12 - 21



Firmate la petizione e dite di no ai cosmetici testati sugli animali

Firmate la petizione on-line a partire dalla homepage della LSCV, o direttamente all'indirizzo www.nocruelcosmetics.org/sign_up.php. La petizione è disponibile in diverse lingue, tra cui italiano, francese e tedesco. È inoltre possibile firmare la petizione pubblicata a pagina 26 del giornale. **Importante : data limite di raccolta delle firme: luglio 2011.** L'ECEAE mira ad un obiettivo minimo di 100'000 firme. A tutt'oggi ne sono state raccolte 50'000. Grazie a tutti voi per il vostro aiuto.

Contenuto in italiano, p. 22 - 31

Edito

Chers Membres,
Chères amies et amis de la Ligue,
Chers lectrices et lecteurs,



Dans ce journal, vous pourrez prendre connaissance du procès-verbal de l'Assemblée générale de la Ligue. Vous trouverez également des informations concernant notre adhésion à la coalition européenne pour mettre fin à l'expérimentation animale (ECEAE) et sa pétition contre le report de l'interdiction des tests sur les animaux pour les cosmétiques.

Nous avions déjà publié une annonce concernant la pétition dans notre précédent journal, mais nous la republions car le temps presse pour recueillir les signatures. Le délai est fixé au mois de juillet 2011 et il reste encore 50'000 signature à collecter dans toute l'Europe pour en totaliser un minimum de 100'000. Ce serait une grande satisfaction si quelques milliers de signatures pouvaient provenir de la Suisse.

La pétition lancée par la délégation neuchâteloise de la Ligue contre la consommation des cuisses de grenouilles a été prolongée jusqu'en novembre 2011. Initialement, la pétition devait être remise au Parlement fédéral lors de sa session de juin. Mais il nous a semblé préférable de la transmettre après les élections fédérales d'octobre prochain. L'organisme Vier Pfoten s'est récemment joint à nous pour soutenir cette pétition.

Pour finir, un appel à signer en ligne la pétition de Animals-Angels contre le transport d'animaux de boucherie de plus de 8 heures est aussi diffusé dans ce journal.

Dans les trois cas, pour les membres n'ayant pas accès à Internet ou ceux préférant collecter des signatures manuscrites, le bureau de la Ligue envoie volontiers des listes de signatures sur simple demande. Les pétitions peuvent aussi être téléchargées directement sur notre site internet.

Merci également de prendre connaissance de notre annonce concernant notre bus itinérant. Nous avons besoin d'aide pour seconder Achim dans la tenue de stands. N'hésitez pas à contacter le bureau de la Ligue pour vous annoncer ou si vous souhaitez des informations complémentaires.

Nous vous souhaitons à toutes et à tous un bel été, et vous adressons nos meilleures pensées.

Le Comité

IMPRESSION **Ligue Suisse Contre la Vivisection**

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale. Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnue d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.-- qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV. **PAO et maquette :** LSCV **Impression :** Edipress, sur papier recyclé Snow-Print 60 gm² **Comité de rédaction :** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret

Adresse : Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch - **Cotisation annuelle des Membres :** Minimum CHF 15.-- CCP 12-2745-6

Le bureau est ouvert du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, le vendredi de 9h00 à 12h00.

Adhésion de la LSCV à l'expérimentation

Pour lutter avec efficacité contre l'expérimentation animale, l'échange d'informations et le soutien aux actions organisées par d'autres organismes antivivisectionnistes est essentiel. C'est dans ce but que la LSCV a adhéré à la coalition européenne (ECEAE) lors de son meeting qui s'est déroulé à Londres les 10, 11 et 12 mai 2011.

Ce meeting a eu lieu au siège de la British Union for the Abolition of Vivisection (BUAV). Une douzaine d'associations de protection des animaux y étaient réunies, dont la LSCV, représentée par Maja Schmid. Les sujets traités concernaient la directive européenne sur les cosmétiques et la pétition de l'ECEAE, le programme REACH, qui vise à retester, principalement sur des animaux, 30'000 substances chimiques, et les tests validés dans le cadre de REACH par l'ECVAM (Centre Européen pour la validation de méthodes substitutives).

Luc Fournier a rejoint Maja la journée du 11 mai pour la présentation de la LSCV aux membres de la coalition européenne. Quatre autres organismes provenant de l'Autriche, la Hongrie, la Serbie et l'Estonie ont également proposé leur adhésion. A l'issue de la présentation et suite aux votes des membres, l'adhésion de la LSCV a été acceptée. Selon les statuts de l'ECEAE, les nouveaux adhérents bénéficient du statut d'observateur durant une année, suite à laquelle ils peuvent devenir membres à part entière. La coalition européenne se réunit deux fois par an et les membres organisent à tour de rôle les réunions. Le prochain meeting se déroulera à Varsovie (Pologne) en octobre prochain.

Ensemble pour être plus fort

La participation de la LSCV aux activités de l'ECEAE nous réjouit. Bien que la Suisse – tout comme la Norvège - ne fassent pas partie de l'U.E., de nombreuses actions communes sont envisageables. Il y a bien sûr l'actuelle pétition contre le report de l'interdiction des tests sur les animaux pour les cosmétiques. Mais aussi par exemple des actions contre les élevages de singes pour l'expérimentation animale, dont une partie finit dans nos laboratoires. Et dans les cas où une action serait limitée à la seule U.E., nous restons libres de ne pas y participer.



Participation de la LSCV à la manifestation de l'ECEAE devant le parlement anglais (House of Parliament) à Londres, contre le report de la date butoir interdisant les tests sur les animaux en Europe pour les cosmétiques

à la coalition européenne pour mettre fin animale



Maja Schmid au siège de la BUAV lors du meeting de l'ECEAE

Historique de la coalition européenne pour mettre fin à l'expérimentation animale

L'ECEAE (European Coalition to End Animal Experiments) a été fondée en 1990, suite au projet de l'union européenne de faire retester sur les animaux tous les produits cosmétiques et les ingrédients les composant. Plusieurs organismes de protection des animaux s'étaient ainsi regroupés pour faire pression sur les pouvoirs publics et éviter d'inutiles souffrances à des milliers d'animaux. Suite au succès de cette mobilisation, les organismes membres ont lancé en 1998 le label international de cosmétiques « sans cruauté » HCS (Human Cosmetics Standard). **L'ECEAE ne regroupe que des organismes visant l'abolition totale de l'expérimentation animale.** Ses membres mettent en commun leur compétence législative, scientifique, communicationnelle et politique. L'ECEAE regroupe actuellement 18 organismes provenant de 16 pays tels que l'Angleterre, l'Irlande, l'Allemagne, la Hollande, la France, l'Espagne, l'Italie, la Finlande, la Suède, la Norvège etc.

Plus d'infos : www.eceae.org

LSCV - Liste de cosmétiques non testés sur les animaux

En 2005, le bureau de la Ligue avait réactualisé sa liste de cosmétiques non testés sur les animaux. Une centaine de courriers avaient été envoyés aux fabricants, auxquels était joint un questionnaire à remplir et à nous retourner. Suite aux réponses reçues, une vingtaine de marques étaient finalement référencées sur notre nouvelle liste.

Dans un document signé, engageant leur responsabilité pénale en cas de fausses déclarations, les fabricants attestaient l'absence de tests sur les animaux tant pour les cosmétiques vendus sous le nom de la marque, que pour les ingrédients les composant.

Aucune substance testée sur les animaux depuis moins de cinq ans ne devait entrer dans la composition des produits fabriqués par la marque. Il ne s'agissait pas d'estimer acceptable l'utilisation de substances testées sur des animaux depuis plus de cinq ans, mais de nous permettre le contrôle en amont des déclarations des fabricants.

L'Union européenne avait progressivement rendu l'accès public à plusieurs banques de données à partir de 2000. En faisant une recherche sur une substance, il était possible, pour autant que son enregistrement ne soit pas trop ancien, de connaître la date d'enregistrement et de savoir si des tests avaient été effectués sur des animaux. Malheureusement, l'accès à plusieurs banques de données a par la suite été limité, ce qui ne permettait plus un contrôle optimal des cosmétiques. En automne 2010, nous avons entrepris des démarches auprès de plusieurs chimistes cantonaux et de laboratoires européens, spécialisés dans l'analyse des composants des produits cosmé-

tiques. À notre grande surprise, l'analyse des substances entrant dans la composition des produits cosmétiques s'est révélée impossible à effectuer. En premier lieu, cela démontrait que la composition d'un cosmétique ne peut réellement être contrôlée et que nos autorités sanitaires ne peuvent se baser que sur la déclaration des fabricants. Ce qui n'est pas très rassurant pour le consommateur ! Mais surtout, il nous est apparu que dans ces conditions, nous n'étions plus en mesure de réellement nous assurer qu'une marque de cosmétique référencée sur notre liste de cosmétiques, était réellement exempte de tests faits sur des animaux.

Standard international HCS (Human Cosmetics Standard)

Pour cette raison, nous avons décidé, en nous affiliant à l'ECEAE, de promouvoir le label HCS et de diffuser une nouvelle liste sur laquelle ne seraient référencées que les marques répondant aux conditions du label. Nous allons prochainement effectuer les démarches nécessaires auprès des marques actuellement sur notre liste, pour les informer de nos nouvelles conditions. Cela ne devrait concerner qu'une dizaine de fabricants, la vingtaine d'autres marques référencées ayant déjà obtenu le label HCS.



Critère pour obtenir le label HCS

Lancé en 1998 par une coalition internationale d'associations de défense des animaux de divers pays de l'Union européenne et d'Amérique du Nord, ce label est administré par l'ECEAE.

1. L'entreprise ne doit réaliser ni maintenant ni à l'avenir des expériences sur animaux, ni donner l'ordre d'en réaliser ni d'y participer, peu importe qu'il s'agisse de préparations ou d'ingrédients ou de produits finaux.

2. N'acheter aucun ingrédient, aucune combinaison d'ingrédients ni produits de fournisseurs ou de fabricants qui réalisent des expériences sur animaux pour les obtenir, qui en donnent l'ordre ou qui y ont participé, et ce à partir de la date terme fixée par l'entreprise (à partir de laquelle l'entreprise peut être admise sur la liste HCS).

3. L'entreprise doit mettre en place un système de contrôle sur la chaîne de livraison, et demander des garanties écrites afin que les fabricants et les fournisseurs satisfassent aux critères du HCS et ce, en permanence.

► Promotion de la vivisection

Le désert pour les conférences de « Recherche pour la vie »

Cet organisme était déjà à l'origine du congrès « Recherche fichue ? » qui avait eu lieu à Bâle les 29 et 30 novembre 2010 (voir le journal n°31).

La « déclaration de Bâle », manifeste dans lequel les chercheurs se lamentaient de ne plus pouvoir faire ce qu'ils voulaient, avait été diffusé par la suite. Celui-ci avait suscité peu d'échos, ce qui avait visiblement dû contrarier les scientifiques de RPV.

Remis de leurs déceptions et gonflés à bloc, les voilà qui se lançaient dans l'organisation simultanée le 4 février 2011, de conférences publiques dans les universités de Zürich, Bâle, Fribourg, Lausanne et Genève, afin de promouvoir la pratique de l'expérimentation animale.

Intitulées « Journée de recherche pour la vie – les animaux en recherche », l'annonce des conférences précisait :

« Le travail avec des animaux dans le domaine de la recherche biomédicale soulève des questions éthiques et pratiques. Votre opinion et vos questions nous intéressent et nous nous réjouissons de pouvoir en discuter avec vous ».

Pour « répondre » aux questions du public, étaient présents des chercheurs défendant leur gagne-pain, mais aussi des journalistes « modérateurs » ou intervenants neutres, pour faire bonne figure. Nous avons interpellé les journalistes mentionnés sur les programmes. Nous leurs avions notamment écrit :

« Nous ne saisissons pas bien votre rôle de « modérateur », puisqu'il apparaît que les intervenants présents à ces cafés scientifiques, excepté un représentant de l'autorité cantonale à Bâle, sont soit des partisans de l'expérimentation animale, soit des chercheurs qui en vivent. Concernant ceux-ci, il est compréhensible qu'ils souhaitent défendre leur activités, et par la même leur revenus. Mais il aurait été plus honnête de le présenter sous cette forme et agir en toute transparence, plutôt que de laisser croire qu'une

« discussion pratique et éthique de la recherche biomédicale » puisse avoir lieu avec le public.

Il est tout à fait regrettable que l'organisme « Recherche pour la vie (RPV) » n'ait pas convié le moindre intervenant qui puisse apporter une information autre que celle visée par RPV, à savoir, la promotion de l'expérimentation animale. Il va sans doute encore être répété que l'utilisation d'animaux répond à des normes parmi les plus strictes au monde, que l'utilisation d'animaux fait l'objet d'une étude approfondie, toujours en faveur de l'animal, que seul les projets dûment expertisés font l'objet d'une autorisation etc. etc. etc. (...) Si les abus sont récurrents, ceux-ci ne risquent cependant pas d'être connus du public. Les autorités cantonales ne sont pas habilitées à communiquer sur les infractions commises ni sur le montant des amendes délivrées. Ce qui est regrettable, puisque nos universités peuvent ainsi continuer à vanter la qualité des recherches effectuées et la « bonne » détention de leurs animaux.»

Seul le journaliste devant animer la conférence prévue à l'université de Fribourg nous a répondu. Il nous a transmis le courriel suivant : « Figurez-vous que je suis bien heureux d'entendre votre opinion et je suis aussi heureux de vous dire qu'après discussion avec Pierre Lavenex⁽¹⁾, après que celui-ci ait jugé « sensationnel » et « spectaculaire » l'article à paraître dans *La Liberté* du 2 février (un article pourtant bien modéré où je ne faisais que rappeler des vérités comme la présence des singes à Fribourg), après



lui avoir fait remarquer que ce débat n'aurait rien de contradictoire, j'ai refusé de participer au Café scientifique de Fribourg. Je comprends votre réaction ».

Au final, ces conférences auront été un flop assez cinglant pour les organisateurs. Aucun public ne se sera déplacé pour le lavage de cerveau prévu. Ce qui est assez réjouissant.

⁽¹⁾ Un des scientifiques pratiquant des expérimentations animales à l'université de fribourg

TAG DER FORSCHUNG FÜR LEBEN-TIERE IN DER FORSCHUNG <i>Sie diskutieren mit Forscherinnen und Forschern praktische und ethische Fragen, die sich in der bio-medizinischen Grundlagenforschung aus der Arbeit mit Versuchstieren stellen. Wir sind am überwiegend interessiert und freuen uns auf Ihre Teilnahme!</i>
JOURNÉE DE LA RECHERCHE POUR LA VIE – LES ANIMAUX EN RECHERCHE <i>Le travail avec des animaux dans le domaine de la recherche biomédicale soulève des questions éthiques et pratiques. Votre opinion et vos questions nous intéressent et nous nous réjouissons de pouvoir en discuter avec vous.</i>
DONNERSTAG, 3. FEBRUAR 2011 ZÜRICH: OFFENES DISKUSSIONSFORUM BASEL: OFFENES DISKUSSIONSFORUM FRIBOURG: CAFÉ SCIENTIFIQUE LAUSANNE: CAFÉ SCIENTIFIQUE GENÈVE: CAFÉ SCIENTIFIQUE
<i>Forschung für Leben. Recherche pour la vie.</i>



Quelques étudiants et post doc avaient été réquisitionnés à Bâle



On s'ennuie ferme à Lausanne

Signez la pétition et dites non aux cosmétiques testés sur les animaux

L'Union européenne devait être débarrassée de tout nouveau produit cosmétique testé sur les animaux à partir de 2013. Un récent rapport de la Commission européenne suggère de retarder de 10 ans cette interdiction totale. Instaurer une telle mesure signifierait que des milliers de lapins, souris, cochons d'Inde et rats, seraient soumis jusqu'en 2023 à des expériences dououreuses, irritantes ou toxiques, pour permettre la production de produits de beauté.

Comme nous, dites NON aux tests cruels pour les cosmétiques en Europe

« Nous, soussignés, refusons que de nouveaux produits cosmétiques testés sur des animaux soient disponibles dans l'UE. Les tests de cosmétiques sur les animaux sont cruels et inutiles. Nous exhortons le Parlement européen à respecter la date limite de l'interdiction de commercialisation, fixée à 2013 par la 7ème modification de la «Directive Cosmétiques». L'opinion publique s'oppose, pour des raisons éthiques, aux tests des cosmétiques sur les animaux, et plaide pour une interdiction dès 2013 de la vente dans l'UE de produits cosmétiques ayant été testés sur des animaux. Nous exhortons le Parlement européen à écouter l'immense majorité des citoyens européens et à voter contre le report de cette interdiction ».

Signez la pétition en ligne à partir de la page d'accueil de la LSCV, ou directement à l'adresse www.nocruelcosmetics.org/sign_up.php

La pétition est disponible en plusieurs langues dont le français, l'allemand et l'italien. Il est aussi possible de signer la pétition publiée en page 6 du journal. Des pétitions supplémentaires peuvent être obtenues sur simple demande au bureau de la Ligue.

Important : date limite de récolte des signatures : Juillet 2011

L'ECEAE vise un minimum de 100'000 signatures. A ce jour, 50'000 ont été récoltées. Merci à toutes et à tous pour votre aide.

Les signatures suisses sont importantes

Si la Directive Cosmétiques ne s'adresse qu'à l'U.E., notre pays sera aussi bénéficiaire de l'interdiction totale des tests sur les animaux prévue par la directive. De par ses trois régions linguistiques, la Suisse n'est pas un marché suffisamment important pour les fabricants de produits cosmétiques. De ce fait, les produits disponibles dans nos commerces proviennent principalement d'importateurs allemands, français, italiens ou d'autres pays européens, lesquels sont soumis à la directive. De même, la plupart des fabricants suisses de produits cosmétiques visent également le marché européen pour diffuser leurs produits. Pour eux, la possibilité de recourir à des tests sur les animaux ne sera plus possible.

Il faut rappeler que nos autorités n'envisagent toujours pas une interdiction similaire à la directive européenne. Il y a bien l'Office vétérinaire fédéral qui, chaque année, au moment de la publication de ses statistiques sur l'expérimentation animale, nous serine qu'aucun animal n'aurait été utilisé pour tester des cosmétiques. Il ne s'agit bien sûr que des produits finis. Ces tests étant interdits dans toute l'U.E. depuis plusieurs années, il ne manquerait plus que notre pays autorise encore ces tests absurdes. Les ingrédients pouvant entrer dans la composition de cosmétiques continuent par contre d'être testés sur des animaux.



Historique de la directive européenne sur les cosmétiques

1976 : Première tentative d'harmonisation des législations sur les cosmétiques des Etats membres, avec l'adoption par l'Europe de la directive 76/768/CEE, dite «Directive Cosmétiques».

1993 : La directive 93/35/CEE modifie profondément la Directive Cosmétiques et introduit l'interdiction, à partir du 1er Janvier 1998, de la mise sur le marché d'ingrédients ou de combinaisons d'ingrédients expérimentés sur les animaux.

1996 : Un rapport propose le report de l'interdiction en raison de l'absence de méthodes pouvant remplacer les tests sur les animaux.

1997 : L'interdiction prévue par la directive 93/35/CEE est repoussée au 30 juin 2000 par la directive 97/18/CE

2000 : L'interdiction est à nouveau repoussée au 30 juin 2002 par la directive 2000/41/CE. Une septième modification de la directive cosmétique est lancée.

2003 : La nouvelle directive 2003/15/CE supprime et remplace la directive 93/35/CEE. Il est prévu deux interdictions : 1) tester sur les animaux les produits finis à partir de septembre 2004 ; 2) l'exécution sur le territoire européen de tests sur les animaux pour les produits cosmétiques et leurs ingrédients ainsi que leurs mises sur le marché, à partir du 11 mars 2009. Un délai est accordé pour trois tests (tests de toxicité des doses répétées, de toxicité pour la reproduction et de toxicocinétique), lesquels ne seront interdits qu'à partir du 11 Mars 2013.

Septembre 2004 : Interdiction de tester sur les animaux les produits cosmétiques finis et les ingrédients s'il existe des méthodes substitutives (sans recours à l'animal vivant) validées par l'UE.

Mars 2009 : Entrée en vigueur de l'interdiction de vendre de produits et matières premières testées sur animaux et d'effectuer des tests sur les animaux, à l'exception de trois tests prévus par la directive 2003/15/CE.



SIGNEZ LA PÉTITION

Dites NON aux cosmétiques cruels

L'Union européenne devait être débarrassée à partir de 2013 de tout nouveau produit cosmétique testé sur les animaux. Mais les autorités européennes envisagent à présent de repousser cette date limite. Et ceci, en dépit d'une opposition massive du public aux cosmétiques testés sur les animaux et de l'existence d'une interdiction des tests sur les animaux pour les cosmétiques au sein de l'UE.

Comme nous, dites NON aux tests cruels pour les cosmétiques en Europe.

Nous, soussignés, refusons que de nouveaux produits cosmétiques testés sur des animaux soient disponibles dans l'UE. Les tests de cosmétiques sur les animaux sont cruels et inutiles. Nous exhortons le Parlement européen à respecter la date limite de l'interdiction de commercialisation fixée à 2013 par la 7ème modification de la directive «Cosmétiques». L'opinion publique s'oppose pour des raisons éthiques aux tests des cosmétiques sur les animaux, et plaide pour une interdiction dès 2013 de la vente dans l'UE de produits cosmétiques ayant été testés sur des animaux. Nous exhortons le Parlement européen à écouter l'immense majorité des citoyens européens et à voter contre le report de cette interdiction.

Par ma signature, j'accepte que mes informations personnelles soient transmises au Parlement européen.

Titre	Prénom	Nom	Email	Signature	Adresse	Pays	Recevoir des mises à jour* mises à jour*	Recevoir des mises à jour provenant de parties tierces**
Ms Ann	Example		Ann.example@email.com	A Example	1 The Road, Somewhere, Someplace, AB1 1AA	UK	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Retournez les formulaires remplis à : **Ligue Suisse contre la vivisection, CP 148, CH - 1226 Thônex** · T 022 349 73 37 · admin@lscv.ch · www.lscv.ch; ou trouvez le membre ECEAE de votre pays sur www.eceae.org. Merci d'avoir signé notre pétition. Vos informations personnelles seront recueillies et conservées par l'ECEAE. *Cochez cette case si vous souhaitez recevoir des mises à jour concernant cette pétition, la campagne «cosmétiques» de l'ECEAE, et des nouvelles de la part du groupe ECEAE de votre pays.

**Cochez cette case si vous souhaitez que l'ECEAE autorise des organismes similaires à vous contacter.



Bus itinérant de la Ligue Suisse contre la vivisection

Depuis un certain temps, le bureau de la Ligue souhaitait mettre sur pied l'activité d'un bus itinérant, se déplaçant dans toute la Suisse, pour tenir des stands d'information sur la voie publique ou lors d'évènements particuliers tel le salon Animalia.

Ce projet de bus itinérant a pu prendre forme en mars dernier, lorsque Achim Z'Brun a accepté de prendre en charge cette activité. L'intérieur du bus acquis par la Ligue début 2010 a été aménagé afin de pouvoir contenir tout notre matériel de stands et d'expositions. Un premier stand organisé à Lausanne le 14 mai a permis à Achim de prendre possession du bus, et celui-ci est depuis en activité.

A l'avenir, sauf manifestation ou action spéciale, les stands de la LSCV s'organiseront de la façon suivante :

Un calendrier mentionnant les dates et lieux des prochains stands sera publié dans le journal pour permettre à nos membres et sympathisants qui le souhaitent d'y participer.

Si vous souhaitez qu'un stand se tienne près de chez vous, Achim se déplace aussi à la demande, pour autant que vous l'aidez à tenir le stand. En ce cas, il suffit de l'appeler et de convenir d'une date. Achim se charge des démarches administratives (demande d'autorisation, émoluments etc.) et d'apporter le matériel.

Les prochains stands se dérouleront aux lieux et dates suivantes :

Samedi 9 juillet : Fribourg
Samedi 23 juillet : Yverdon

Samedi 6 août: Thoune
Samedi 27 août: Biel-Bienne
Samedi 3 septembre: Olten
Samedi 17 septembre: Soleure

Samedi 15 et dimanche 16 octobre,
salon ANIMALIA, Lausanne

Le bus devrait ensuite poursuivre son chemin en direction de Zurich et des cantons voisins. Nous espérons pouvoir compter sur le soutien de quelques aides pour chacune des dates mentionnées. N'hésitez pas à contacter Achim ou le bureau de la Ligue pour manifester votre intérêt ! Merci par avance à toutes et tous.



Achim réside en Valais, parle allemand et français.
Son contact est le suivant : T 079 810 18 18
e-mail : zac78@gmx.ch



Stand à Lausanne le 14 mai 2011. Achim, Damian, Sylvie

Projet de loi pour interdire la recherche sur les grands singes aux Etats-Unis

En déposant en avril 2011 ce projet de loi à la Chambre des représentants des Etats-Unis, les sénatrices Maria Cantwell (démocrate) et Susan Collins (républicaine) souhaitent mettre fin à ces expériences que les Américains sont encore les seuls à pratiquer parmi les pays industrialisés.

Si la loi est approuvée, il sera interdit de pratiquer des expériences sur les chimpanzés, dont un millier reste encore en captivité dans le pays. La moitié appartient aux Instituts nationaux de santé (NIH) et sont utilisés pour l'expérimentation animale. Les NIH ont accepté de suspendre leurs études en attendant les conclusions de l'Académie des sciences, qui doit déterminer si utiliser les chimpanzés est ou non utile à la recherche médicale. L'Union européenne a interdit ce type de recherche en 2010, après la Suisse, le Japon, l'Australie et d'autres pays industrialisés.



Procès-verbal de l'Assemblée générale de la Ligue suisse contre la vivisection et pour les droits de l'animal, du 26 mars 2011 à Thônex, Genève

Membres du Comité présents :

Max Moret (Président), Luc Fournier (Vice-président), Suzann Karagöz, Michèle Loisel, Sylvie Benoît, Egon Naef, Suzanne Wachtl, Maja Schmid.

Membres du Comité absents et excusés :

Emmanuel Broillet, Ruth Perdrizat, Marina Zumkeller (Trésorière), Laurianne Nicoulin.

Ouverture de la séance à 14h15

Ordre du jour

1. Lecture du procès-verbal de la dernière Assemblée générale
2. Rapport du Président
3. Rapport de la Trésorière et des Vérificateurs aux comptes
4. Discussion et vote des deux précédents rapports
5. Élection statutaire du Comité
6. Élection de trois vérificateurs aux comptes
7. Admissions/Démissions
8. Divers

Ouverture de l'Assemblée générale

Le Président ouvre la séance et remercie les membres présents. Il annonce que cette Assemblée est légalement constituée, selon l'article 60 du code civil suisse et les statuts de la Ligue. Aucune proposition écrite n'étant parvenue au Comité, l'Assemblée peut se dérouler selon l'ordre du jour prévu.

1. Lecture du procès-verbal de la dernière Assemblée générale

Les membres présents, l'ayant lu dans le journal du mois de juin 2010, dispensent le Président de sa lecture et l'acceptent.

2. Rapport 2010 du Président

Le Président apporte quelques informations complémentaires au rapport d'activité publié dans le journal du mois de mars 2011. Elles concernent les actions dans le domaine de l'expérimentation animale et le soutien financier octroyé aux organismes de protection des animaux. Le Président précise que malgré les coûts induits par les différentes actions en 2010, la situation financière de la Ligue est saine, ce qui est très encourageant pour l'organisation d'actions futures.

Il informe également des suites de la récente campagne d'information de la Ligue contre la réintroduction de la chasse dans le canton de Genève. Pour rappel, ce canton révise actuellement sa constitution et un premier projet supprimait l'interdiction stricte de la chasse en vigueur depuis 1974. La campagne

d'information a été bien relayée et la Ligue a reçu de nombreux messages de soutien. Selon les premiers échos reçus, l'interdiction stricte de la chasse devrait être réintroduite. Le bureau de la Ligue suivra avec attention la deuxième version du projet qui devrait être rendue public fin 2011.

Le Président remercie l'Assemblée de la confiance manifestée par ce vote et passe au point suivant de l'ordre du jour:

6. Élection des vérificateurs aux comptes

Oscar Appiani se représente pour la vérification aux comptes : Oui à l'unanimité.

Aucune autre candidature n'étant proposée, le Président rappelle que cette activité ne représente qu'une à deux heures de travail, la comptabilité de la Ligue étant tenue par une comptable et contrôlée par l'Etat de Genève. Une membre demande si quelqu'un du Comité peut être nommé ? Le Président indique que le contrôle de la comptabilité permet aux vérificateurs de s'assurer que l'argent de la Ligue est utilisé conformément à ses statuts. Pour cette raison, il est préférable que les vérificateurs nommés par l'Assemblée ne soient pas membres du Comité. Aucun membre présent ne présentant sa candidature, la nomination de trois vérificateurs étant obligatoire, Sylvie Benoît et Michèle Loisel du Comité proposent leur candidature : Oui, moins une abstention.

7. Admissions/Démissions

La Ligue a enregistré 800 nouveaux membres en 2010. A l'inverse, environ 400 membres ont été désinscrit suite à des décès, démissions ou changement d'adresses non annoncées. Concernant les changements d'adresses, le Président explique que l'acheminement par la Poste des 10'000 journaux adressés quatre fois l'an aux membres peut être problématique. A titre d'exemple, la quasi totalité des journaux adressés aux membres habitants les communes vaudoises de Chexbres et Gingins sont revenus en retour, car n'indiquant pas un numéro de rue. Ces journaux étaient pourtant acheminés depuis des années sous cette forme sans que cela ne pose de problème. Chaque retour est facturé Fr 2.- par la poste, raison pour laquelle au deuxième retour, si aucun changement d'adresse n'a été communiqué par le membre, celui-ci sera malheureusement supprimé du fichier. Tout membre ne recevant plus le journal trimestriel est donc invité à communiquer sa nouvelle adresse, non seulement pour continuer à être informé des activités de la Ligue, mais aussi pour ne pas induire de dépenses inutiles.

8. Divers

Le Président apporte quelques informations supplémentaires sur les décisions prises par le Comité national ce jour:

Un bus itinérant tiendra chaque mois pour la Ligue des stands dans les principales localités de suisse. Le fourgon de la Ligue sera aménagé pour contenir tout le matériel d'information

3. Rapport de la Trésorerie et des Vérificateurs aux comptes

4. Discussion et vote des deux précédents rapports

Marina Zumkeller, étant excusée pour raison de santé, la secrétaire au Comité Maja Schmid fait la lecture du rapport et informe que Mme Marie Jonquille gère la comptabilité pour la deuxième année à l'entière satisfaction de la Ligue. L'année 2010 se termine avec un bénéfice net de CHF 247'107.19. Il s'explique par l'encaissement important de legs et une rentrée supplémentaire de dons suite à plusieurs actions spécifiques. La secrétaire au Comité rappelle également que si l'abolition de l'expérimentation animale est le principal objectif de la Ligue, l'aide aux refuges suisses en difficulté et aux campagnes de stérilisation des chats errants fait aussi partie de son quotidien. Oscar Appiani fait ensuite lecture du rapport des vérificateurs aux comptes. Ceux-ci ont été contrôlés par Laurianne Nicoulin et Oscar Appiani.

Aucune question n'étant posée sur ces deux rapports (voir rapport 2010 de la Trésorerie et Rapport 2010 des Vérificateurs aux comptes), le Président propose de voter leurs approbations: OUI à l'unanimité.

5. Élection statutaire du Comité pour la période 2011 à 2014

Ruth Perdrizat et Marina Zumkeller ne souhaitant plus se représenter pour raisons de santé, aucune autre candidature que celle des membres sortant n'étant annoncée, l'Assemblée à procédé aux votes suivants:

Sont élus membre du Comité, avec signature à deux:

Président: Maxime MORET :

Oui à l'unanimité;

Vice-président: Luc FOURNIER :

Oui à l'unanimité;

Trésorière: Maja SCHMID :

Oui à l'unanimité;

Secrétaire au Comité : Laurianne NICOULIN :

Oui à l'unanimité.

Sont élus membres du Comité:

Sylvie BENOÎT, Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Ruth MÜLLER, Egon NEAF, Suzanne WACHTL : Oui à l'unanimité.

et exposition. Le premier stand se tiendra à Lausanne le 14 mai. Le bus poursuivra sa route en suisse alémanique.

La Ligue soutiendra la Marche Européenne contre la Vivisection, le samedi 23 avril 2011 à Paris, en y envoyant une représentation.

La Ligue a proposé son adhésion à la Coalition Européenne pour mettre fin à l'expérimentation animale (ECEAE), qui regroupe actuellement 17 organismes provenant de pays comme l'Italie, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, la Norvège etc., visant l'abolition de l'expérimentation animale. Un des objectifs de l'adhésion de la Ligue est de participer à des actions communes, mais aussi soutenir et diffuser en Suisse le logo «Leaping Bunny», qui atteste que la marque de cosmétique détenant ce logo n'effectue pas de test sur les animaux. Ce logo, développé à l'origine par la BUAV (British Union for the Abolition of Vivisection), membre de l'ECEAE, est également diffusé par la coalition européenne. L'actuelle liste de marques non testées sur les animaux de la Ligue est très sollicitée par le public, mais nécessite beaucoup de travail de recherche. En collaborant avec l'ECEAE sur ce sujet, il sera possible de mettre en commun des bases de données et ainsi limiter les risques que les déclarations trompeuses d'une marque, ne lui permette d'être référencée comme ne testant pas sur les animaux. Maja Schmid, qui est en charge du dossier cosmétiques, représentera la Ligue au sein de l'ECEAE. Elle se rendra au siège de la BUAV à Londres pour la prochaine réunion de la coalition européenne, qui se déroulera du 10 au 12 mai 2011. En principe, deux réunions annuelles sont organisées à tour de rôle par les organisations membres.

La pratique de l'expérimentation animale sur le canton de Vaud ne semble pas faire l'objet de contrôle sérieux de la part des autorités. La Ligue étudie la possibilité de dénoncer certaines procédures. En ce cas, des manifestations et informations à l'attention des habitants de ce canton seront organisées.

Une membre demande si nous avons des informations concernant des chercheurs à Zurich qui auraient reçu 25 millions pour faire des recherches sur des microrobots et les cerveaux des oiseaux chanteurs.

Le Vice-président répond qu'il faudrait avoir plus d'informations pour savoir de quoi il s'agit. Mais que d'une manière générale, le montant indiqué correspond aux financements alloués par certains programmes de recherche. Car les groupes Suisse peuvent maintenant concourir pour des bourses européennes et la politique d'aide à la recherche est de soutenir des pôles de compétence plutôt que des groupes isolés. Les montants indiqués ne concernent donc vraisemblablement pas un groupe de recherche, mais plusieurs groupes pouvant être issus de plusieurs universités et qui utilisent leurs compétences dans un domaine spécifique.

Concernant les nouvelles expériences du Dr Bize, sur des oiseaux et pour lesquelles il a reçu Fr 375'000.- du FNS (Fonds national suisse pour la recherche scientifique), la collecte d'informations continue. Michèle Loisel propose de contacter l'organisme de protection des oiseaux ASPO pour savoir s'ils ont des informations sur ces expériences.

Une membre propose également de contacter des organisme de protection des oiseaux pour avoir leur soutien. Le Vice-président indique que les organismes de protection de la nature sont souvent favorables à ces expériences. Il rappelle que la station ornithologique de Sempach avait condamné les expériences sur les martinets à ventre blanc du Dr Bize, mais qu'il est ensuite apparu que des scientifiques de cette fondation avaient quasiment fait les mêmes expériences quelques années auparavant. Il cite également une demande d'expériences sur des reptiles dont il a eu connaissance et qui seront à son avis très néfaste pour l'espèce utilisée. Il a été surpris de constater qu'un organisme pourtant connu pour ses activités bénéfiques auprès de la faune soutienne ce projet. Il y a un décalage entre l'image que veulent promouvoir ces organismes, et la réalité de leurs actions, tant qu'elles ne sont pas connues du public.

Marie Berger de l'association française Oïkos Kaï Bios remercie la Ligue pour sa partition à la Marche Européenne contre la Vivisection.

Plus aucun membre ne souhaitant prendre la parole, le Président clôt l'Assemblée Générale à 15h20 et invite les membres présents à partager un verre de l'amitié.

Rapport 2010 de la Trésorière

Mesdames, Messieurs,

Notre dernier journal n° 31 de mars 2011 vous a largement informé sur nos actions durant l'année 2010. Pour les personnes qui ne l'auraient pas lu, plusieurs exemplaires sont à votre disposition à l'entrée de notre salle.

Nous remercions Mme Jonquille, qui, pour la deuxième année, a géré la comptabilité et le bilan de nos comptes. Merci aussi à Madame Laurianne Nicoulin et à Monsieur Oscar Appiani qui ont bénévolement vérifié toutes les pièces comptables 2010 de la Ligue et qui ont approuvé nos comptes en date du 26 mars 2011.

Cette année 2010 se termine avec un bénéfice net sur nos recettes de Fr. 247'107.19. Cette somme a principalement été réalisée grâce à plusieurs legs et bien sûr grâce à nos membres et donateurs. Nous n'avons pas eu des dépenses pour des grands projets mais ceux que nous avons mené à terme, par exemple la manifestation à Berne pour contrer le congrès «Recherche Fichu» organisé à Bâle par la fondation Recherche pour la Vie, ont généré des bénéfices inattendus. Cette année encore nous avons soutenu financièrement la Chaire pour l'enseignement des méthodes substitutives à l'UNI de Genève. Nous devons apporter ce soutien pendant 5 ans, ce qui veut dire qu'en 2014 cette Chaire devrait pouvoir voler de ses propres ailes. D'autres actions sont continuellement mises sur pied pour, espérons-le, arriver à notre but final, soit l'arrêt de la vivisection !

L'aide à la stérilisation des chats errants, aux Refuges suisses en difficulté fait également partie de notre quotidien car les problèmes d'abandons et de mauvais traitements continuent. Soyez certains que nous utilisons vos dons le mieux possible.

Au nom de nos Amis les Animaux, nous vous exprimons toute notre reconnaissance et vous disons MERCI !

Fait à Genève, le 26 mars 2011

Max Moret, Président, en l'absence de la Trésorière Marina Zumkeller, pour cause de maladie.

Rapport 2010 des Vérificateurs aux Comptes

Mesdames, Messieurs,

En exécution du mandat qui nous a été confié, nous avons procédé au contrôle du Bilan et du Compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2010.

Nous avons aussi procédé à la vérification de la comptabilité de la Ligue Suisse contre la Vivisection et pour les Droits de l'Animal, Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex, en contrôlant de très nombreuses pièces justificatives et avons constaté leur concordance avec les livres comptables, lesquels sont tenus avec exactitude.

En conclusion de notre vérification, nous vous recommandons d'approuver les comptes qui sont présentés et qui se soldent, pour l'exercice 2010, par un bénéfice net de CHF 247'107.19.

Les vérificateurs aux comptes:

Mme Laurianne NICOULIN, M. Oscar APPIANI
Thônex, le 26 mars 2011

Production de foie gras en Belgique: Un peu moins pire

Les nouvelles règles belges (troisième plus gros consommateur de foie gras dans l'UE) concernant la détention des canards pour la production de foie gras sont entrées en vigueur le 1er janvier 2011. Avec le nouvel arrêté royal du SPF Santé publique, les cages individuelles ont dû être remplacées par des cages collectives.

La vie d'un canard destiné à la production de foie gras est constituée de différentes phases. A l'âge de 11-12 semaines, les canards étaient introduits dans une salle de gavage et maintenus durant 14 jours dans des petites cages individuelles de 900 cm². Les nouvelles règles imposent des cages collectives devant contenir au minimum trois canards et avoir une superficie au sol d'au moins 1200cm² par canard. Malgré tout, ces nouvelles dispositions ne règlent pas le gavage en tant que tel, qui reste un acte de cruauté légal infligé à un animal.

La France a produit 18'900 tonnes de foie gras en 2009, la Hongrie 2'550, la Bulgarie 2'300, l'Espagne 830 et la Belgique 23 tonnes.



Le 22 avril 2011, le ministre français de la culture annonçait le classement de la corrida au « patrimoine immatériel de la France », premier pays au monde à opérer une telle démarche.



Je réagis positivement au « coup de gueule » de Brigitte Bardot contre Frédéric Mitterrand, qu'elle a taxé de « ministre de l'inculture », après qu'il a annoncé l'inscription de la tauromachie à l'inventaire du patrimoine immatériel de la France. Je pense qu'en plus de sa crasse ignorance tauromachique, M. Mitterrand a surtout trouvé là une occasion de faire son intéressant. Mais que penser de sa hiérarchie, qui l'a laissé faire cette inepte ignominie après l'avoir promu ministre de la culture ?

Pas vraiment étonnant, lorsque l'on sait qu'à l'instar du premier ministre, plusieurs autres ministres et collaborateurs de M. Sarkozy sont des aficionados officiels des corridas, et cela de longue date. Et ce choix de M. Sarkozy est d'autant plus curieux que cette barbarie arrivée vers le XVe siècle en Espagne avait aussitôt été rejetée par le pape Pie V, l'interdisant sans appel sous peine d'excommunication. Jusqu'à ce que le pape Clément VIII la rétablisse par une bulle louant, au contraire, les bienfaits de cette barbarie, notamment pour les militaires équestres qui ainsi s'entraînaient au maniement des armes et se préparaient mieux à la guerre. Et depuis, cette barbarie a continué sous le silence assourdissant des papes successifs.

Liliane Moret

Mars 2011

Volaille - Détermination du sexe dans l'oeuf

Sans utilité pour les élevages de poules pondeuses ou d'engraissement des volailles, des centaines de millions de poussins mâles sont gazés ou broyés vifs chaque année sitôt sortis de l'oeuf. Rien qu'en Suisse, 2,6 millions de poussins mâles sont ainsi abattus annuellement.

Des vétérinaires de l'Université de Leipzig (DE) ont mis au point une méthode permettant de déterminer le sexe de l'animal au 8ème jour de l'incubation, en se basant sur la teneur en cestrogène de la coquille de l'œuf. Ce nouveau procédé pourrait progressivement mettre fin au massacre des poussins. A terme, l'utilisation de la spectroscopie devrait même permettre de déterminer le sexe de l'animal à partir de la première journée d'incubation. Il serait ainsi possible d'acheminer les œufs «mâles» non incubés sur le marché alimentaire.



L'histoire vraie de Louly, la laie

Il était une fois des chasseurs et, selon leur habitude, ils donnaient du maïs aux sangliers pendant que la chasse n'avait pas cours. On devine aisément pourquoi ...!

Pourtant un événement impensable arriva. Impensable, impalpable et vrai. Une femelle sanglier plus hardie que les autres s'est prise d'affection pour ces hommes qui la nourrissaient. Elle était affectueuse, s'approchait d'eux, appréciait leurs caresses et leur compagnie. Elle les attendait dans la forêt et les reconnaissaient en grognant de plaisir quand ils arrivaient.

Tous ceux qui ont connu un tel moment avec un animal sauvage peuvent alors s'imaginer ce que les chasseurs ressentaient ! Ils se demandaient tout simplement lequel d'entre eux arriverait à tirer sur Louly ! Leurs coeurs commençaient enfin à s'exprimer. Louly n'était plus un morceau de viande sur quatre pattes Elle représentait soudain une autre valeur. Heureusement ou malheureusement, les chasseurs n'eurent pas à faire ce choix de conscience. Ne l'apercevant plus, ils l'ont cherchée et retrouvée morte avec ses petits au fond d'un ravin. On ne saura jamais pour quelles raisons elle avait glissé à cet endroit.

Depuis des années, nous luttons pour la cause animale sans trop d'espoir sur la nature avide de certains humains. Et voilà qu'une Louly peut modifier les choses et nous redonne espoir. Oui, souhaitons qu'il vienne encore beaucoup de Louly non seulement dans la nature, mais aussi et surtout dans les laboratoires pour qu'ainsi peu à peu les instincts les plus primitifs se transforment en sentiments plus nobles. MERCI LOULLY.

Sylvie Benoît



Pétition - STOP au transport des animaux sur de longues distances

Chaque année, des millions d'animaux vivants destinés à l'engraissement et à l'abattage sont transportés sur les routes européennes dans des conditions inacceptables. Des chevaux s'écroulent d'épuisement, des moutons meurent de soif, des cochons meurent de chaleur accablante ou de froid intense. Le plus choquant : la législation européenne qui autorise le transport de ces animaux durant plusieurs jours consécutifs.

Les investigations d'Animals-Angels durant ces 10 dernières années démontrent que les transports de longues durées ne peuvent être améliorés. Chaleur accablante, froid glacial, embouteillages, routes en mauvais état et impossibilité de prendre soin des animaux, sont des problèmes inhérents à ce type de transport qui ne peuvent être évités. Ainsi, les animaux ont faim, soif et sont souvent extrêmement stressés. Les animaux ne sont faits ni physiquement ni psychiquement pour être transportés sur des milliers de kilomètres.

Cela doit changer

Les animaux, destinés à l'engraissement et à l'abattage ne doivent pas être transportés durant plus de 8 heures. **Nous avons besoin de votre aide**

Signez la pétition, online : www.8hours.eu

Pourquoi 8hours?

En 2002, le Comité scientifique de la Commission européenne pour la Santé Animale et la Protection Animale a publié un rapport sur le « Bien-être animal durant le transport ». Ce rapport a conclu que le transport des animaux doit être aussi court que possible. Cependant, cette recommandation n'est actuellement pas reflétée au niveau de la législation.

Selon la législation actuelle, transporter des animaux sur plusieurs jours est acceptable si le repos, la nourriture et de l'eau leur sont octroyés. Nous pensons que cette situation est inacceptable et ne peut perdurer.

Depuis longtemps, les organisations militantes contre la cruauté à l'égard des animaux, les citoyens et politiciens concernés ont exigé une solution afin que les animaux d'abattage ne voyagent pas plus de huit heures.

L'objectif de « 8hours - Stop au transport des animaux sur de longues distances » est de collecter un million de signatures afin d'obtenir une amélioration significative pour les animaux lors des transports.

Par notre signature, nous demandons aux Etats membres de l'EU d'imposer une durée maximale de 8 heures pour les transports d'animaux.

Bien que ne faisant pas partie de l'UE, les signatures provenant de Suisse sont importantes et sont récoltées à la demande de Animals'Angel.



Dan Jørgensen, Membre du Parlement européen pour le parti social-démocrate danois

Depuis le début de son mandat au Parlement européen Dan Jørgensen n'a cessé de militer pour l'arrêt du transport des animaux vivants sur de longues distances. Il est vice-président du Groupe sur le bien-être et la conservation des animaux du Parlement européen.



Animals'angels - nous sommes avec les animaux

Animals'angels est une association d'utilité publique financée exclusivement par des dons et legs. L'objectif visé par l'association est l'abolition des transports des animaux vivants. Elle est internationalement active, en Allemagne, France, Espagne, Portugal, Grèce, Pologne, Russie, Belarus, Australie, et travaille en étroite collaboration avec les services de la police, douanes, offices vétérinaires, ministères et institutions publiques.

Elle est membre du WSPA, - société mondiale pour la protection des animaux- et depuis 2005, comme unique association indépendante, membre de « Advisory Group on the Food Chain and Animal and Plant Health » de Union européenne.

Infos : www.animals-angels.de

Editorial

Liebe Mitglieder
Liebe Freundinnen und Freunde
der Liga



Diese Ausgabe unserer Zeitung enthält das Protokoll der Generalversammlung der Liga. Sie finden auch Informationen bezüglich unseres Beitritts zur Europäischen Koalition zur Beendigung von Tierversuchen (ECEAE) und der Petition, die sich dagegen wendet, das Verbot von Tierversuchen für Kosmetika hinauszuschieben.

In der letzten Ausgabe unserer Zeitung haben wir bereits eine Anzeige zu dieser Petition veröffentlicht. Da die Zeit zur Unterschriftensammlung drängt, publizieren wir sie aber noch einmal. Die Frist ist auf Juli 2011 angesetzt. Um mindestens 100'000 Unterschriften zu erhalten, sind in ganz Europa noch deren 50'000 zu sammeln. Es wäre toll, wenn einige tausend Unterschriften aus der Schweiz stammen würden.

Die Frist für die Petition, welche die Neuenburger Delegation der Liga gegen den Konsum von Froschschenkeln lancierte, wurde bis November 2011 verlängert. Ursprünglich war geplant, die Petition dem eidgenössischen Parlament an seiner Junisession zu übergeben. Wir zogen es aber vor, diese nach den eidgenössischen Wahlen im Oktober einzureichen. Vor kurzem hat sich uns auch die Organisation „Vier Pfoten“ angeschlossen, um uns bei diesem Vorhaben zu unterstützen.

Schliesslich möchten wir auch einen Aufruf lancieren, die Petition von Animal-Angels on-line zu unterzeichnen. Der ebenfalls in dieser Ausgabe der Zeitung veröffentlichte Text richtet sich gegen mehr als acht Stunden dauernde Transporte von Schlachttieren.

Denjenigen Mitgliedern, die keinen Zugang zum Internet haben oder lieber handschriftliche Unterschriften sammeln, schickt die Liga auf Anfrage in allen drei Fällen gerne Unterschriftenlisten. Die Petitionen lassen sich auch direkt auf unserer Website herunterladen.

Herzlichen Dank dafür, dass Sie die Anzeige über unseren Wanderbus zur Kenntnis nehmen. Um Achim bei seinen Standaktionen unterstützen zu können, sind wir auf Ihre Hilfe angewiesen. Zögern Sie nicht und kontaktieren Sie die Liga, wenn Sie weitere Informationen erhalten möchten.

Wir wünschen Ihnen allen einen wunderbaren Sommer und grüssen Sie herzlich

Der Vorstand

IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die SLGV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen. Die SLGV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die SLGV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst. **Desktop Publishing (DTP) und Layout:** SLGV **Druck:** Edipress, auf Recycling-Papier Snow-Print 60 gm² **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH-1226 Thônex / GE

T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch

Jahresbeitrag für Mitglieder: mindestens CHF 15.- **PschKto 12-2745-6**

Das Büro ist von Montag bis Donnerstag von 9.00 – 12.00 Uhr und von 14.00 – 17.00 Uhr sowie am Freitag von 9.00 – 12.00 Uhr geöffnet.

Beitritt der SLGV zur Beendigung von

Um Tierversuche erfolgreich bekämpfen zu können, sind der Informationsaustausch und die Unterstützung von Aktionen, die andere Tierversuchsgegner durchführen, von grundlegender Bedeutung. Aus dieser Überlegung heraus ist die SLGV am Treffen, das vom 10. bis 12. Mai 2011 in London stattfand, der Europäischen Koalition beigetreten.

Die Veranstaltung fand am Sitz der British Union for the Abolition of Vivisection (BUAV) statt. Rund ein Dutzend Tierschutzverbände nahmen daran teil. Die SLGV war in der Person von Maja Schmid vertreten. Die behandelten Themen betrafen die europäische Kosmetikrichtlinie, die Petition der ECEAE und das Programm REACH, mit dem 30'000 chemische Substanzen hauptsächlich an Tieren erneut getestet werden sollen. Ebenfalls betroffen sind die Tests, welche das Europäische Zentrum zur Validierung alternativer Methoden (ECVAM) im Rahmen von REACH validierte. Am 11. Mai traf auch Luc Fournier in London ein, um den Mitgliedern der Europäischen Koalition die SLGV vorzustellen. Vier weitere Organisationen aus Österreich, Ungarn, Serbien und Estland bewarben sich ebenfalls um eine Aufnahme. Nach der Vorstellung hießen die Mitglieder anlässlich einer Abstimmung den Beitritt der SLGV gut. Gemäss den Statuten der ECEAE weisen Neumitglieder während einem Jahr einen Beobachterstatus auf, bevor sie Vollmitglieder werden können. Die Europäische Koalition trifft sich zweimal jährlich, wobei die Mitglieder die Sitzungen turnusgemäss veranstalten. Das nächste Treffen findet im Oktober im polnischen Warschau statt.

Gemeinsam sind wir stärker

Wir freuen uns über die Beteiligung der SLGV an den Aktivitäten der ECEAE. Obwohl die Schweiz – wie Norwegen – nicht der EU angehört, sind zahlreiche gemeinsame Aktionen denkbar. Dies gilt natürlich für die aktuelle Petition, die sich gegen die Verschiebung des Verbots richtet, Tierversuche für Kosmetikprodukte durchzuführen. Gemeint sind aber auch Aktionen gegen die gezielte Affenzucht für Tierversuche, von denen einige in unseren Labors enden. Sollte sich eine solche Aktion ausschliesslich auf die EU beschränken, wären wir nicht verpflichtet, daran teilzunehmen.



Beteiligung der SLGV an der Veranstaltung der ECEAE vor dem House of Parliament in London. Diese richtet sich gegen eine Verschiebung des Datums, ab dem in Europa Tierversuche für Kosmetika verboten sein sollen.

Europäischen Koalition Tierversuchen



Maja Schmid am Sitz der BUAV anlässlich des Treffens der ECEAE

Überblick über die Geschichte der Europäischen Koalition zur Beendigung von Tierversuchen

Die ECEAE wurde 1990 nach der Absichtsbekundung der Europäischen Union gegründet, sämtliche Kosmetikprodukte und deren Bestandteile erneut an Tieren zu testen. In der Folge schlossen sich verschiedene Tierschutzorganisationen zusammen, um auf die öffentliche Hand Druck auszuüben und Tausenden von Tieren unnötige Leiden zu ersparen. Da diese Bestrebungen sehr erfolgreich waren, lancierten die Mitgliederorganisationen im Jahr 1998 das internationale Label für „humane“ Kosmetik HCS (Human Cosmetics Standard). Die ECEAE umfasst nur die Organisationen, welche eine völlige Abschaffung von Tierversuchen anstreben. Ihre Mitglieder vereinen ihre Kompetenzen bezüglich Gesetzgebung, Wissenschaft, Kommunikation und Politik. Derzeit gehören der ECEAE 18 Organisationen aus 16 Ländern wie England, Irland, Deutschland, Holland, Frankreich, Spanien, Italien, Finnland, Schweden, Norwegen usw. an.

Weitere Informationen : www.eceae.org

SLGV - Liste der tierversuchsfreien Kosmetika

Im Jahr 2005 aktualisierte das Büro der Liga seine Liste der tierversuchsfreien Kosmetika. Dazu sandten wir Hunderte von Schreiben an die entsprechenden Hersteller. Wir legten einen Fragebogen bei und baten die Empfänger, uns diesen ausgefüllt zurückzusenden. Aufgrund der eingegangenen Resultate wurden rund zwanzig Marken in unsere neue Liste aufgenommen.

In einem unterzeichneten Dokument erklärten sich die Hersteller bereit, bei falschen Angaben rechtliche Konsequenzen in Kauf zu nehmen. Sie bescheinigten, weder für Kosmetika, die unter ihrem Namen verkauft wird, noch für deren Inhaltsstoffe Tierversuche durchführen zu lassen. Die Zusammensetzung der Produkte, welche die entsprechenden Marken herstellen, darf keinerlei Substanzen enthalten, die in den letzten fünf Jahren an Tieren getestet wurde. Dies soll aber keineswegs bedeuten, dass die Verwendung von Substanzen, die vor mehr als fünf Jahren getestet wurden, akzeptabel ist. Vielmehr geht es darum, eine Kontrolle durchzuführen, die weiter zurückliegt als die Erklärungen der Hersteller. Ab dem Jahr 2000 machte die Europäische Union verschiedene Datenbanken öffentlich zugänglich. Bei Nachforschungen zu Substanzen liess sich – sofern die Registrierung nicht zu lange zurücklag – deren Registrierungsdatum ermitteln. Gleichzeitig zeigte sich, ob Tierversuche durchgeführt worden waren. Leider wurde der Zugang zu verschiedenen Datenbanken in der Folge gesperrt. Dies verunmöglicht eine optimale Kontrolle der Kosmetika. Im Herbst 2010 wandten wir uns an verschiedene kantonale Chemiker und europäische Labors, welche sich auf die Analyse von Bestandteilen kosmetischer Produkte spezialisiert haben. Zu unserer grossen Über-



raschung war es nicht möglich, eine Analyse der Substanzen durchzuführen, die bei der Zusammensetzung kosmetischer Produkte eine Rolle spielen. Dies zeigte insbesondere, dass sich die Zusammensetzung von Kosmetika nicht wirklich kontrollieren lässt. Unsere Gesundheitsbehörden können sich also nur auf die Erklärungen der Hersteller berufen. Für die Konsumentinnen und Konsumenten stellt dies nicht gerade eine beruhigende Tatsache dar. Vor allem wurde aber auch klar, dass wir unter solchen Bedingungen nicht mehr wirklich gewährleisten können, dass eine auf unserer Liste enthaltene Kosmetikmarke auch tatsächlich auf Tierversuche verzichtet.

Internationaler Standard HCS (Human Cosmetics Standard)

Mit dem Beitritt zur ECEAE beschlossen wir deshalb, das HCS-Label zu fördern und eine neue Liste herauszugeben. Diese enthält nur Marken, die den Bedingungen des Labels entsprechen. Demnächst werden wir bei den bestehenden Marken unserer Liste die erforderlichen Schritte in die Wege leiten, um sie über unsere neuen Bedingungen zu informieren. Betroffen dürften nur rund zehn Hersteller sein, da die zwanzig anderen aufgeführten Marken das HCS-Label bereits erworben haben.

Kriterien, um das HCS-Label zu erhalten

Das Label wurde 1998 von einer internationalen Koalition lanciert, der Tierschutzverbände aus verschiedenen Ländern der europäischen Union sowie die Vereinigten Staaten angehören. Es wird von der ECEAE verwaltet.

1. Ein Unternehmen darf gegenwärtig oder künftig weder Tierversuche durchführen, noch den Auftrag zu solchen Versuchen erteilen beziehungsweise sich daran beteiligen. Dies erfolgt unabhängig davon, ob es sich um Präparate, Bestandteile oder Endprodukte handelt.
2. Ein Unternehmen darf weder Inhaltsstoffe, noch Kombinationen von Inhaltsstoffen, noch Produkte von Lieferanten oder Herstellern kaufen, zu deren Herstellung Tierversuche durchgeführt wurden. Er darf keinen dementsprechenden Auftrag erteilen oder sich an Tierversuchen beteiligen. Dies erfolgt ab einem Stichtag, welcher das Unternehmen festgelegt hat (ab welchem das Unternehmen auf der HCS-Liste aufgenommen werden kann).
3. Ein Unternehmen muss ein Kontrollsysteem zur Lieferkette schaffen und schriftliche Garantien einholen, damit die Hersteller und Lieferanten den Kriterien des HCS nachhaltig entsprechen.

► Förderung der Vivisektion

Vorträge der «Forschung für Leben» ein Flop

Am 29. und 30. November 2010 (siehe Ausgabe Nr. 31 unserer Zeitung) veranstaltete diese Organisation bereits den Kongress „Verdammte Forschung?“ In der Folge wurde die „Erklärung von Basel“ verbreitet. In diesem Manifest beklagten sich die Forscher darüber, nicht mehr nach Belieben schalten und walten zu können. Die Erklärung stiess nur auf ein geringes Interesse, was die Wissenschaftler der „Forschung für Leben“ offensichtlich verärgerte.

Als sich die Forscher von ihrer Enttäuschung erholt hatten, veranstalteten sie in aufgeblähter Manier an den Universitäten Zürich, Basel, Freiburg, Lausanne und Genf parallel öffentliche Vorträge. Diese sollten dazu dienen, Tierversuche zu fördern. Unter der Bezeichnung „Tag der Forschung für Leben – Tiere in der Forschung“ erklärten sie bei der Ankündigung ihrer Vorträge: „Die Arbeit mit Tieren im Bereich der biomedizinischen Forschung ist mit ethischen und praktischen Fragen verbunden. Ihre Meinung und Ihre Fragen interessieren uns und wir möchten gerne mit Ihnen darüber diskutieren.“

Um Fragen des Publikums „beantworten“ zu können, waren Forscher anwesend, die ihren Lebensunterhalt verteidigten. Vor Ort anzutreffen waren aber auch Journalisten als „Moderatoren“ oder neutrale Teilnehmende, die eine gute Figur machen wollten.

Schliesslich wandten wir uns mit einem Schreiben an die auf den Programmen erwähnten Journalisten. Darin liessen wir insbesondere verlauten:

„Wir verstehen Ihre Rolle als „Moderator“ nicht. Von einem Vertreter der Basler Kantonsbehörde abgesehen, handelt es sich bei den Referenten dieser wissenschaftlichen Cafés um Befürworter von Tierversuchen beziehungsweise Forscher, die von solchen Versuchen leben. Es ist verständlich, dass diese ihre Tätigkeiten und somit ihre Einkommen verteidigen möchten. Statt den Anschein zu erwecken, mit dem Publikum könne

eine „praktische und ethische Diskussion über die biomedizinische Forschung“ stattfinden, wäre es ehrlicher gewesen, das Ganze in der entsprechenden Form vorzustellen und somit auf transparente Weise vorzugehen. Es ist höchst bedauernswert, dass die Organisation „Forschung für Leben“ keinen einzigen Referenten eingeladen hat, der eine andere Meinung als diejenige von FFL – also die Förderung von Tierversuchen – hätte vertreten können.

Zweifellos wird wiederholt werden, dass die Verwendung von Tieren Normen entspricht, die weltweit zu den strengsten überhaupt gehören, dass der Einsatz von Tieren stets zugunsten der Tiere gründlich untersucht wird, dass nur ordnungsgemäss begutachtete Projekte eine Bewilligung erhalten usw. usw. (...) Obwohl Missbräuche häufig sind, laufen diese nicht Gefahr, öffentlich bekannt zu werden. Die kantonalen Behörden sind nicht befugt, zu den begangenen Gesetzesverstößen oder zum Betrag der erteilten Bussen Stellung zu nehmen. Dies ist bedauerlich, da unsere Universitäten so weiterhin die Qualität der betriebenen Forschung und die „gute“ Tierhaltung rühmen können.“

Als einziger antwortete uns der Journalist, der den an der Universität Freiburg geplanten Vortrag hätte moderieren sollen. Dieser schrieb uns Folgendes:

„Stellen Sie sich vor – ich freue mich, Ihre Meinung zu hören. Gerne teile ich Ihnen auch mit, dass ich mich nach einem Gespräch mit Pierre Lavenex geweigert habe, am wissenschaftlichen



Café in Freiburg teilzunehmen. Dieser fand den Artikel, der am 2. Februar in der „Liberté“ erschien (einen wohl bemerk gemässigten Artikel, in dem ich auf Tatsachen wie das Vorhandensein von Affen in Freiburg hinwies), „sensationell“ und „spektakulär“. Daraufhin teilte ich ihm mit, dass diese Debatte nichts Widersprüchliches an sich habe. Ich verstehe Ihre Reaktion“.

Für die Organisatoren erwiesen sich die Vorträge schliesslich als gewaltiger Flop. Zur geplanten Hirnwäsche fand sich kein Publikum ein. Dies ist doch recht erfreulich.

<p>TAG DER FORSCHUNG FÜR LEBEN – TIERE IN DER FORSCHUNG</p> <p>Sie diskutieren mit Forscherinnen und Forschern praktische und ethische Fragen, die sich in der bio-medizinischen Grundlagenforschung aus der Arbeit mit Versuchstieren stellen. Wir sind an Ihrer Meinung interessiert und freuen uns auf Ihre Teilenahme!</p> <p>JOURNÉE DE LA RECHERCHE POUR LA VIE – LES ANIMAUX EN RECHERCHE</p> <p>Le travail avec des animaux dans le domaine de la recherche biomédicale soulève des questions éthiques et pratiques. Votre opinion et vos questions nous intéressent et nous nous réjouissons de pouvoir en discuter avec vous.</p> <p>DONNERSTAG, 3. FEBRUAR 2011</p> <p>ZÜRICH: OFFENES DISKUSSIONSFORUM BASEL: OFFENES DISKUSSIONSFORUM FRIBOURG: CAFÉ SCIENTIFIQUE LAUSANNE: CAFÉ SCIENTIFIQUE GENÈVE: CAFÉ SCIENTIFIQUE</p>
--



In Basel wurden einige Studenten und Post-Doktoranden eingespannt



In Lausanne langweilt man sich gehörig

Petition gegen Tierversuche – keine an Tieren getestete Kosmetik

Ab 2013 sollten in der Europäischen Union keine neuen Kosmetikprodukte mehr zugelassen sein, die an Tieren getestet wurden. In einem neueren Bericht regt die Europäische Union dazu an, das Totalverbot solcher Versuche um zehn Jahre hinauszuschieben. Eine derartige Massnahme hätte zur Folge, dass Tausende von Kaninchen, Mäuse, Meerschweinchen und Ratten bis 2023 schmerzhaften, irritierenden oder toxischen Versuchen unterzogen würden, um die Herstellung von Schönheitsprodukten zu gewährleisten.

Sagen Sie wie wir NEIN zu grausamen Tests für Kosmetika in Europa

« Wir, die Unterzeichner, wollen in der EU keine Tierqual-Kosmetik. Tierversuche für Kosmetik sind grausam und überflüssig. Wir fordern das EU-Parlament auf, an dem Vermarktbungsverbot ab 2013 festzuhalten, so wie dies in der 7. Änderung der Kosmetik-Richtlinie beschlossen wurde. Die Öffentlichkeit lehnt Tierversuche für Kosmetik aus ethischen Gründen ab und will nicht, dass nach 2013 tierexperimentell getestete Kosmetik in der EU auf dem Markt ist. Wir bitten das EU-Parlament eindringlich, den Bürgerwillen zu unterstützen und gegen die Verschiebung des Verbots zu stimmen. »

Unterzeichnen Sie die Petition online ausgehend von der Homepage der SLGV oder direkt unter der Adresse www.nocruelcosmetics.org/sign_up.php

Die Petition ist in mehreren Sprachen verfügbar, darunter Deutsch, Französisch und Italienisch. Sie kann auch auf Seite 16 dieser Ausgabe unserer Zeitung unterzeichnet werden. Weitere Petitionen sind auf Anfrage beim Büro der Liga erhältlich.

Wichtig: Frist zur Unterschriftensammlung bis Juli 2011 Die ECEAE strebt mindestens 100'000 Unterschriften an. Bis anhin konnten deren 50'000 gesammelt werden. Ihnen allen ganz herzlichen Dank für Ihre Unterstützung!

Schweizer Unterschriften sind wichtig

Zwar richtet sich die Kosmetikrichtlinie nur an die EU. Trotzdem hätte ein Gesamtverbot von Tierversuchen, wie es die Richtlinie vorsieht, auch Auswirkungen für unser Land.

Aufgrund ihrer drei Sprachregionen stellt die Schweiz keinen Markt dar, der für die Hersteller von Kosmetikprodukten von Interesse ist. Die in unserem Handel verfügbaren Produkte stammen hauptsächlich von deutschen, französischen und italienischen Importeuren oder solchen aus anderen europäischen Ländern, die der Richtlinie unterstellt sind. Zudem möchten die meisten Schweizer Hersteller von Kosmetikprodukten diese auch auf dem europäischen Markt vertreiben. Sie hätten somit nicht mehr die Möglichkeit, Tierversuche durchzuführen.

Noch immer ziehen unsere Behörden kein Verbot in Betracht, welches demjenigen der europäischen Richtlinie entspricht. Vielmehr hämmert uns das Bundesamt für Veterinärwesen bei der jährlichen Veröffentlichung seiner Tierversuchsstatistiken ein, es seien keinerlei Tiere für Kosmetiktests verwendet worden. Dabei handelt es sich natürlich nur um die Endprodukte. Solche absurden Tests sind in der EU seit mehreren Jahren verboten und es wäre somit noch schöner, wenn unser Land diese zulassen würde. Hingegen werden Inhaltsstoffe, welche für die Zusammensetzung von Kosmetika verwendet werden, auch weiterhin an Tieren getestet.



Überblick über die Geschichte der europäischen Kosmetikrichtlinie

1976 : Verabschiedung der Richtlinie 76/768/EWG, die als „Kosmetikrichtlinie“ bezeichnet wird. Dies stellt einen ersten Versuch dar, die Gesetzgebung der Mitgliederstaaten zur Kosmetik aufeinander abzustimmen.

1993 : Die Richtlinie 93/35/EWG stellt eine grundlegende Änderung der Kosmetikrichtlinie dar. Sie besagt, dass ab dem 1. Januar 1998 keine Bestandteile oder Kombinationen von Bestandteilen mehr auf dem Markt zulässig sind, die mittels Tierversuchen getestet wurden.

1996 : In einem Bericht wird vorgeschlagen, das Verbot von Tierversuchen hinauszuschieben, da es an Alternativmethoden mangelt.

1997 : Das in der Richtlinie 93/35/EWG vorgesehene Verbot wird durch die Richtlinie 97/18/EG auf den 30. Juni 2000 verschoben.

2000 : Durch die Richtlinie 2000/41/EG wird das Verbot auf den 30. Juni 2002 verschoben. Eine 7. Änderung der Kosmetikrichtlinie wird lanciert.

2003 : Die neue Richtlinie 2003/15/EG hebt die Richtlinie 93/35/EWG auf und ersetzt sie. Vorgesehen sind zwei Verbote: 1) das Testen von Endprodukten an Tieren ab September 2004; 2) die Durchführung von Tierversuchen für Kosmetikprodukte und ihre Bestandteile sowie ihr Inverkehrbringen im europäischen Raum ab dem 11. März 2009. Für drei Tests (Toxizität bei wiederholter Verabreichung, Reproduktionstoxizität und Toxikokinetik) wird eine Frist gewährt – solche Versuche werden erst ab dem 11. März 2013 verboten.

September 2004 : Verbot von Tierversuchen für Endprodukte sowie Verbot von Tierversuchen für Inhaltsstoffe, wenn von der EU anerkannte Alternativmethoden (ohne Verwendung lebender Tiere) bestehen

März 2009 : Das Verbot, an Tieren getestete Produkte und Rohstoffe zu verkaufen und Tierversuche – mit Ausnahme der drei in der Richtlinie 2003/15/EG erwähnten Tests – durchzuführen, tritt in Kraft.



PETITION UNTERSCHREIBEN NEIN zu Tierqual-Kosmetik

Geplant war, dass es ab 2013 in der EU keine an Tieren getestete Kosmetik mehr gibt. Jetzt aber wollen die Behörden diese Frist verlängern, trotz massiver öffentlicher Proteste gegen Tierversuche in der Kosmetik und trotz des bestehenden Verbots in der EU.
Unterstützen Sie uns, sagen Sie NEIN zu Tierqual-Kosmetik in Europa.

Wir, die Unterzeichner, wollen in der EU keine Tierqual-Kosmetik. Tierversuche für Kosmetik sind grausam und überflüssig. Wir fordern das EU-Parlament auf, an dem Vermarktungsverbot ab 2013 festzuhalten, so wie dies in der 7. Änderung der Kosmetik-Richtlinie beschlossen wurde. Die Öffentlichkeit lehnt Tierversuche für Kosmetik aus ethischen Gründen ab und will nicht, dass nach 2013 tierexperimentell getestete Kosmetik in der EU auf dem Markt ist. Wir bitten das EU-Parlament eindringlich, den Bürgerwillen zu unterstützen und gegen die Verschiebung des Verbots zu stimmen.

Mit meiner Unterzeichnung erkläre ich mich mit der Weitergabe meiner Angaben an das EU-Parlament einverstanden

Titel	Vorname	Nachname	E-Mail-Adresse	Unterschrift	Anschrift	Land	Ich wünsche weitere Infos*	Ich wünsche weitere Infos von Dritten**
Ms	Ann	Example	Ann.example@email.com	A Example	1 The Road, Somewhere, Someplace, AB1 1AA	UK	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Ausgefüllte Formulare bitte schicken an: Schweizer Liga gegen Tierversuche, Postfach 148, CH - 1226 Thônex . T 022 349 73 37 · admin@lscv.ch · www.lscv.ch; oder kontaktieren Sie eine der deutschen Mitgliedsorganisationen auf www.eceae.org. Vielen Dank für Ihre Unterzeichnung. Ihre Angaben werden von der ECEAE gesammelt und gespeichert. *Bitte ankreuzen, wenn Sie über diese Petition, die Kosmetik-Kampagne oder weitere Neuigkeiten von den deutschen Mitgliedsorganisationen auf dem Laufenden gehalten werden möchten. **Bitte ankreuzen, wenn Sie der ECEAE gestatten, dass gleichgesinnte Organisationen Sie kontaktieren dürfen.



Wanderbus der Schweizer Liga gegen Vivisektion

Schon seit einiger Zeit wünschte sich die Liga einen Wanderbus welcher in der ganzen Schweiz für Informationsstände oder spezielle Anlässe, z.B. für die Messe Animalia, eingesetzt werden könnte.

Das Projekt des Wanderbusses nahm im vergangenen März Gestalt an, als sich Achim Z'Brun bereit erklärte, diese Tätigkeit zu übernehmen. Der Anfang 2010 erworbene Bus wurde im Innenraum so eingerichtet, dass er sämtliches Material für Stände und Ausstellungen enthält. Anlässlich einer ersten Standaktion, die am 14. Mai in Lausanne stattfand, nahm Achim den Bus in Besitz. Dieser ist seither in Betrieb.

Ausser bei speziellen Anlässen oder Kundgebungen finden Standaktionen der Liga künftig wie folgt statt:

In unserer Zeitung werden wir einen genauen Zeitplan mit den Daten und Veranstaltungsorten der nächsten Standaktionen veröffentlichen. Unsere Mitglieder und Sympathisanten, welche dies wünschen, sollen so an solchen Aktionen teilnehmen können. Wenn Sie möchten, dass in Ihrer Nähe eine Standaktion stattfindet, macht sich Achim auf Anfrage zu Ihnen auf. Dies unter der Voraussetzung, dass Sie ihn bei der entsprechenden Standaktion unterstützen. In einem solchen Fall rufen Sie einfach an und vereinbaren ein Datum. Achim wird sich um das administrative Vorgehen kümmern (Antrag auf Bewilligung, Gebühren usw.) und das Material liefern.

Die nächsten Standaktionen finden an folgenden Orten und Daten statt:

**Samstag, den 9. Juli: Freiburg
Samstag, den 23. Juli: Yverdon**

**Samstag, den 6. August: Thun
Samstag, den 27. August: Biel-Bienne**

**Samstag, den 3. September: Olten
Samstag, den 17. September:
Solothurn**

**Samstag, den 15., und Sonntag, den
16. Oktober, Messe ANIMALIA,
Lausanne**

Anschliessend sollte der Bus seine Reise Richtung Zürich und Nachbarkantone fortsetzen. Hoffentlich können wir bei allen erwähnten Daten auf Ihre tatkräftige Unterstützung zählen. Nehmen Sie mit Achim oder dem Büro der Liga Kontakt auf, wenn Sie Interesse haben. Ihnen allen schon im Voraus ganz herzlichen Dank!



Der im Wallis wohnhafte Achim spricht Deutsch und Französisch. Er ist wie folgt zu erreichen : T 079 810 18 18 e-mail : zac78@gmx.ch



Stand in Lausanne am 14. Mai 2011. Achim, Damian, Sylvie

Forschung an Grossaffen in den USA möglicherweise schon bald verboten

Im April 2011 reichten die Senatorinnen Maria Cantwell (Demokraten) und Susan Collins (Republikaner) im US-Repräsentantenhaus einen Gesetzesentwurf ein. Damit möchten sie den Versuchen an Grossaffen ein Ende bereiten, die unter den Industrieländern nur noch die USA durchführen.

Wenn das Gesetz angenommen wird, sind Versuche an Schimpansen künftig verboten. In den Vereinigten Staaten werden noch immer rund tausend solcher Tiere in Gefangenschaft gehalten. Die Hälfte von ihnen gehört den National Institutes of Health (NIH) und wird für Tierversuche eingesetzt. Die NIH haben sich damit einverstanden erklärt, ihre Studien zu unterbrechen, um die Schlussfolgerungen der Akademie der Wissenschaften abzuwarten. Diese muss festlegen, ob Schimpansen für die medizinische Forschung von Nutzen sind oder nicht. Nach der Schweiz, Japan, Australien und anderen Industrieländern hat auch die Europäische Union diese Art von Forschung im Jahr 2010 verboten.



Protokoll der Generalversammlung der Schweizer Liga gegen Vivisektion und für die Rechte des Tieres vom 26. März 2011 in Thônex, Genf

Anwesende Vorstandsmitglieder:

Max Moret (Präsident), Luc Fournier (Vizepräsident), Suzann Karagöz, Michèle Loisel, Sylvie Benoît, Egon Naef, Suzanne Wachtl, Maja Schmid

Abwesende und entschuldigte Vorstandsmitglieder:

Emmanuel Broillet, Ruth Perdrizat, Marina Zumkeller (Rechnungsführerin), Laurianne Nicoulin

Eröffnung der Sitzung um 14.15 Uhr

Traktandenliste

1. Vorlesen des Protokolls der letzten Generalversammlung
2. Bericht des Präsidenten
3. Bericht der Rechnungsführerin und der Rechnungsprüfung
4. Diskussion und Abstimmung über die beiden Berichte
5. Statutarische Wahl des Vorstands
6. Wahl der drei Rechnungsprüfung
7. Aufnahmen / Austritte
8. Varia

Eröffnung der Generalversammlung

Der Präsident eröffnet die Sitzung und dankt den Mitgliedern für ihr Erscheinen. Er gibt die ordnungsgemäße Einberufung der Generalversammlung gemäss Artikel 60 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches und den Statuten der Liga bekannt. Da beim Vorstand kein schriftlicher Antrag eingereicht wurde, kann die Generalversammlung gemäss der Traktandenliste stattfinden.

1. Vorlesen des Protokolls der letzten Generalversammlung

Da die anwesenden Mitglieder das Protokoll in der Juniausgabe 2010 zur Kenntnis genommen haben, wird dieses nicht mehr vorgelesen und angenommen.

2. Bericht 2010 des Präsidenten

Der Präsident teilt einige zusätzliche Informationen zum Tätigkeitsbericht mit, der in der Märzausgabe 2011 der Zeitung veröffentlicht wurde. Diese betreffen Aktionen im Bereich der Tierversuche sowie die finanzielle Unterstützung, die verschiedenen Tierschutzorganisationen gewährt worden war. Der Präsident weist darauf hin, dass sich die Liga trotz der Kosten im Zusammenhang mit verschiedenen Aktionen, die 2010 durchgeführt wurden, einer gesunden Finanzlage erfreut. Bezuglich der Organisation künftiger Aktionen ist dies sehr ermutigend.

Er informiert auch über die Weiterführung der kürzlich durchgeführten Informationskampagne, welche die Liga gegen die Wiedereinführung der Jagd im Kanton Genf veranstaltete. In diesem Kanton findet derzeit eine Verfassungsrevision

statt. In einem ersten Entwurf soll das seit 1974 geltende strenge Jagdverbot aufgehoben werden. Die Informationskampagne war breit angelegt und die Liga durfte sich über zahlreiche Zeichen der Unterstützung freuen. Wie die ersten Echos zeigen, dürfte das strenge Jagdverbot wieder eingeführt werden. Der Vorstand der Liga wird die zweite Version des Verfassungsentwurfs aufmerksam verfolgen, die Ende 2011 veröffentlicht werden soll.

3. Bericht der Rechnungsführerin und der Rechnungsprüfung

4. Diskussion und Abstimmung über die beiden Berichte

Da sich Marina Zumkeller aus gesundheitlichen Gründen entschuldigt hat, liest die Vorstandssekretärin Maja Schmid den Bericht vor. Sie teilt mit, dass Marie Jonquille die Buchhaltung bereits zum zweiten Mal zur vollsten Zufriedenheit geführt hat. Das Jahr 2010 schliesst mit einem Nettogewinn von CHF 247'107.19 ab. Dieser ist insbesondere auf beträchtliche Einnahmen aus Legaten und infolge Spenden zurückzuführen, die nach verschiedenen besonderen Aktionen eingegangen sind. Die Vorstandsssekretärin weist zudem darauf hin, dass nebst dem Hauptziel - der Abschaffung von Tierversuchen - auch die Unterstützung von Tierheimen in Not und die Kampagnen zur Sterilisierung streunender Katzen zum Alltag der Liga gehören.

Anschliessend liest Oscar Appiani den Bericht der Rechnungsprüfung vor. Für dieses Amt standen Laurianne Nicoulin und Oscar Appiani im Einsatz. Da zu den beiden Berichten keine Fragen gestellt werden (siehe Bericht 2010 der Rechnungsführerin und Bericht 2010 der Rechnungsprüfung) schreitet der Präsident zur Abstimmung. Beide Berichte werden einstimmig angenommen.

5. Statutarische Wahl des Vorstandes für die Periode 2011 bis 2014

Aus gesundheitlichen Gründen möchten sich Ruth Perdrizat und Marina Zumkeller für eine Wiederwahl nicht mehr zur Verfügung stellen. Da ansonsten nur die übrigen abtretenden Mitglieder noch einmal kandidieren, ergeben sich folgende Abstimmungsresultate:

Als Vorstandsmitglieder mit Unterschriftsberechtigung zu zweit sind gewählt:

Präsident: Maxime MORET : einstimmiges JA

Vizepräsident: Luc FOURNIER : einstimmiges JA

Rechnungsführerin: Maja SCHMID :

einstimmiges JA

Vorstandsssekretärin: Laurianne NICOULIN :

einstimmiges JA

Als Vorstandsmitglieder sind gewählt:

Sylvie BENOÎT, Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Ruth MÜLLER, Egon NEAF, Suzanne WACHTL: einstimmiges JA

Der Präsident dankt der Versammlung für ihr Vertrauen und schreitet zum nächsten Punkt der Traktandenliste.

6. Wahl der Rechnungsprüfung

Oscar Appiani stellt sich erneut als Rechnungsprüfer zur Verfügung. Die Wahl erfolgt einstimmig. Da sonst keine Kandidatur vorliegt, weist der Präsident darauf hin, dass diese Tätigkeit pro Jahr nur ein bis zwei Stunden in Anspruch nimmt. Die Buchhaltung der Liga wird von einer Buchhalterin geführt und vom Kanton Genf kontrolliert. Ein Mitglied fragt, ob jemand aus dem Vorstand gewählt werden kann. Wie der Präsident erklärt, können sich die Rechnungsprüfung bei einer Buchhaltungskontrolle davon überzeugen, dass das Geld der Liga den Statuten entsprechend eingesetzt wurde. Deshalb ist es von Vorteil, wenn die von der Versammlung gewählten Rechnungsprüfung nicht dem Vorstand angehören. Da kein anwesendes Mitglied eine Kandidatur einreicht und die Wahl von drei Rechnungsprüfung obligatorisch ist, stellen sich Sylvie Benoît und Michèle Loisel vom Vorstand zur Verfügung. Die Wahl erfolgt bei einer Enthaltung einstimmig.

7. Aufnahmen / Austritte

Im Jahr 2010 hat die Liga 800 neue Mitglieder aufgenommen. Rund 400 Mitglieder gehören infolge von Todesfällen, Austritten oder nicht registrierten Adressänderungen nicht mehr der Liga an. Bezuglich der Adressänderungen erklärt der Präsident, dass die Zustellung von 10'000 adressierten Zeitungen viermal pro Jahr problematisch sein kann. So sind beispielsweise fast alle an Mitglieder der Gemeinden Chexbres und Gingins adressierten Zeitungen zurückgekommen, da sie keine Hausnummern enthielten. Die entsprechenden Zeitungen wurden jedoch jahrelang problemlos in dieser Form verschickt. Für jede Rücksendung berechnet die Post eine Gebühr von zwei Franken. Wenn ein Mitglied nach einer zweimaligen Rücksendung keine Adressänderung mitgeteilt hat, wird es deshalb leider von der Mitgliederliste gestrichen. In der Folge wird jedes Mitglied, das die Mitglieiderzeitung nicht mehr erhält, gebeten, seine neue Adresse mitzuteilen, nicht nur um über laufende Aktionen zu erfahren, sondern auch um unnötige Kosten zu verhindern.

8. Verschiedenes

Der Präsident erteilt einige zusätzliche Informationen zu den Beschlüssen, die der nationale Vorstand bis anhin getroffen hat:

Ein Wanderbus ermöglicht es der Liga, jeden Monat in den wichtigsten Schweizer Städten Standaktionen durchzuführen. Der Lieferwagen der Liga wird so eingerichtet sein, dass er sämtliches Informations- und Ausstellungsmaterial enthält. Die erste Standaktion findet am 14. Mai in Lausanne statt. Anschliessend wird der Bus seine Fahrt in der Deutschschweiz fortsetzen.

Die Liga wird den Europäischen Marsch gegen Vivisektion unterstützen, der am Samstag, den 23. April 2011 in Paris stattfindet, und eine Vertretung entsenden.

Die Liga hat sich für einen Beitritt zur Europäischen Koalition zur Beendigung von Tierversuchen (ECEAE) beworben. Dieser gehören derzeit 17 Organisationen aus Ländern wie Italien, Deutschland, Belgien, Spanien, Frankreich, Norwegen usw. an, die Tierversuche abschaffen möchten. Ein Beitritt der Liga soll dazu dienen, sich an gemeinsamen Aktionen zu beteiligen. Gleichzeitig soll das Logo „Leaping Bunny“ in der Schweiz unterstützt und verbreitet werden. Mit diesem Logo wird bescheinigt, dass die entsprechenden Kosmetikmarken keine Tierversuche durchführen. Das Logo, das ursprünglich von der BUAV (British Union for the Abolition of Vivisection), einem Mitglied der ECEAE, entwickelt wurde, ist auch in der Europäischen Koalition stark verbreitet. Die von der Liga geführte Liste von Kosmetikprodukten, die nicht an Tieren getestet wurden, ist sehr gefragt, erfordert aber auch viel Nachforschung. Im Rahmen einer entsprechenden Zusammenarbeit mit der ECEAE wird es möglich sein, Datenbanken zusammenzulegen. In der Folge lassen sich die Risiken einzuschränken, dass eine Marke irreführende Angaben machen kann, um als Marke zu gelten, die keine Tierversuche durchführt.

Maja Schmid, die für das Kosmetikdossier zuständig ist, wird die Liga innerhalb der ECEAE vertreten. Sie wird sich anlässlich der nächsten Sitzung der Europäischen Koalition an den Sitz der BUAV in London begeben. Die Veranstaltung findet am 10.-12. Mai 2011 statt. Grundsätzlich halten die Mitgliederorganisationen turnusgemäß zwei Sitzungen pro Jahr ab.

Im Kanton Waadt scheinen die Behörden keine seriösen Kontrollen von Tierversuchen durchzuführen. Die Liga prüft die Möglichkeit, verschiedene Verfahren anzuzeigen. In einem solchen Fall würden für die Bewohner des Kantons Veranstaltungen organisiert und entsprechende Informationen verbreitet.

Ein Mitglied fragt, ob die Liga bezüglich gewisser Forscher in Zürich über Informationen verfügt. Die Wissenschaftler sollen 25 Millionen Franken erhalten haben, um Versuche an Mikrorobotern und Gehirnen von Singvögeln durchzuführen.

Der Vizepräsident benötigt weitere Informationen, um zu wissen, worum es geht. Grundsätzlich entspricht der erwähnte Betrag aber der Finanzierung, die für gewisse Forschungsprogramme gewährt wird. Die Schweizer Gruppen können sich inzwischen um europäische Stipendien bewerben. Die Politik zur Unterstützung der Forschung wird so gehandhabt, dass eher Kompetenzzentren als isolierte Gruppen unterstützt werden. Die erwähnten Beträge betreffen somit wahrscheinlich nicht ein einzelnes Forschungsteam, sondern vielmehr verschiedene Gruppen. Diese können von verschiedenen Universitäten stammen und sich einem ganz bestimmten Bereich widmen.

Bezüglich der neuen Versuche, die Dr. Bize an Vögeln durchführt und für die er vom SNF (Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung) Fr 375'000.- erhalten hat, sammelt die Liga auch weiterhin Informationen. Michèle Loisel schlägt vor, den Schweizer Vogelschutz (SVS) zu kontaktieren und diesen zu fragen, ob er über entsprechende Informationen verfügt.

Ein Mitglied stellt den Antrag, auch Vogelschutzorganisationen zu kontaktieren, um ihre Unterstützung zu erhalten. Der Vizepräsident weist darauf hin, dass die Naturschutzorganisationen solchen Versuchen oft wohlwollend gegenüberstehen. Die Vogelwarte Sempach verurteilte zwar die Versuche, die Dr. Bize an Alpenseglern durchführte. Wie sich anschliessend aber zeigte, hatten die Wissenschaftler dieser Stiftung einige Jahre zuvor nahezu die gleichen Versuche vorgenommen. Er weist auch auf einen Antrag für Versuche an Reptilien hin, von dem er gehört hat. Diese Versuche sind für die verwendete Art seiner Ansicht nach äusserst schädlich. Der Vizepräsident war sehr überrascht, dass eine Organisation, die sich für die Erhaltung der Fauna einsetzt, ein solches Projekt unterstützt. Seiner Ansicht nach klaffen das Image, welches diese Organisationen verbreiten möchten, und die Realität ihrer Aktionen auseinander, solange die breite Öffentlichkeit nicht darüber informiert ist.

Marie Berger von der französischen Vereinigung Oïkos Kaï Bios dankt der Liga für ihre Teilnahme am Europäischen Marsch gegen Vivisektion.

Da sich kein Mitglied mehr zu Wort melden möchte, hebt der Präsident die Sitzung um 15.20 Uhr auf und lädt die Anwesenden zu einem Apéro ein.

Bericht 2010 der Rechnungsführerin

Sehr geehrte Damen und Herren

In unserer Ausgabe Nr.31 vom März 2011 haben wir Sie ausführlich über unsere Aktionen im Jahr 2010 informiert. Für diejenigen, welche die Zeitung nicht gelesen haben, liegen am Saaleingang einige Exemplare bereit.

Wir danken Frau Jonquille, die für unsere Buchhaltung und Bilanz zuständig war. Unser Dank richtet sich auch an Frau Laurianne Nicoulin und Herr Oscar Appiani, die sämtliche Buchungsbelege 2010 der Liga geprüft und unsere Jahresrechnung am 26. März 2011 gutgeheissen haben.

Das Jahr 2010 schliessen wir mit einem Nettogewinn von Fr. 247'107.19 ab. Möglich war dies dank mehreren Legalen und natürlich dank unseren Mitgliedern sowie den Gönnerinnen und Göntern. Wir hatten keine Ausgaben für Grossprojekte zu verzeichnen. Die Projekte, die wir zu Ende führten, haben uns aber unerwartete Gewinne beschert. Dies gilt beispielsweise für die Veranstaltung in Bern, die wir gegen den Kongress „Verdammte Forschung“ der Stiftung „Forschung für Leben“ durchführten, der in Basel stattfand. Auch dieses Jahr unterstützten wir den Lehrstuhl für Alternativmethoden an der Universität Genf. Diese Hilfe haben wir während fünf Jahren zu leisten. Im Jahr 2014 sollte der Lehrstuhl also nicht mehr auf uns angewiesen sein. Daneben führen wir laufend weitere Aktionen durch. Wir hoffen so, eines Tages unser Endziel – die Abschaffung der Vivisektion – zu erreichen. Zu unserem Alltag gehören auch die Sterilisierung streunender Katzen sowie die Unterstützung von Schweizer Tierheimen in Not. Noch immer werden zahlreiche Tiere ausgesetzt und misshandelt. Sie können darauf vertrauen, dass Ihre Spenden bestmöglich genutzt werden.

Im Namen unserer Freunde – der Tiere – möchten wir Ihnen unsere Anerkennung ausdrücken. Wir DANKEN Ihnen ganz herzlich!

Erstellt in Genf, am 26. März 2011

Max Moret, Präsident, in krankheitsbedingter Abwesenheit der Rechnungsführerin Marina Zumkeller

Bericht der Rechnungsprüferinnen 2010

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir hatten die Aufgabe, die auf den 31. Dezember 2010 abgeschlossene Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung zu prüfen.

Anhand von zahlreichen Rechnungsunterlagen prüften wir auch die Buchhaltung der Schweizer Liga gegen Vivisektion und für die Rechte des Tieres, Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex und stellten deren Übereinstimmung mit den ordnungsgemäss geführten Rechnungsbüchern fest.

Zum Abschluss unserer Prüfung empfehlen wir Ihnen die vorgelegte Rechnung zur Annahme. Die Gewinn- und Verlustrechnung des Jahres 2010 schliesst mit einem Nettogewinn von CHF 247'107.19 ab.

Die Rechnungsprüfenden:

Frau Laurianne NICOULIN, Herr Oscar APPIANI

Thônex, 26. März 2011

Stopfleberproduktion in Belgien - nicht mehr ganz so schlimm

Seit dem 1. Januar 2011 gelten in Belgien (drittgrösster Konsument von Stopfleber in der EU) die neuen Regeln zur Haltung von Enten für die Stopfleberproduktion. Anlässlich des neuen königlichen Beschlusses des FÖD Volksgesundheit wurden die Einzelkäfige durch kollektive Käfige ersetzt.

Das Leben einer Ente, welche für die Herstellung von Stopfleber bestimmt ist, gliedert sich in verschiedene Phasen. Im Alter von 11-12 Wochen wurden die Enten in einen Stopfsaal eingeführt und während 14 Tagen in kleinen Einzelkäfigen von 900 cm² gehalten. Die neuen Regeln schreiben kollektive Käfige vor, die bei einer Mindestfläche von 1'200cm² pro Ente mindestens drei Enten enthalten müssen. Nichtsdestotrotz regeln die neuen Bestimmungen das Stopfen als solches nicht. Dieses stellt gegenüber den Tieren auch weiterhin einen grausamen Akt dar.

Im Jahr 2009 produzierte Frankreich 18'900 Tonnen Stopfleber, Ungarn 2'550, Bulgarien 2'300, Spanien 830 und Belgien 23 Tonnen.



Am 22. April 2011 kündigte der französische Kulturminister die Einstufung der Corrida als „immaterielles Kulturerbe“ an. Als weltweit erstes Land entscheidet sich Frankreich somit für ein solches Vorgehen.



Ich finde die „verbale Ohrfeige“ positiv, die Brigitte Bardot Frédéric Mitterrand verpasst hat, als sie ihn als „Un-Kulturminister“ bezeichnete, nachdem dieser ankündigte, den Stierkampf ins Inventar des immateriellen Kulturgutes Frankreichs aufnehmen zu lassen. Meiner Ansicht nach hat Herr Mitterrand nicht nur keinerlei Ahnung vom Stierkampf, sondern nutzte die Gelegenheit zudem, um sich interessant zu machen. Was von seinen hierarchischen Vorgesetzten zu halten ist, die einen derart albernen und schändlichen Schritt zuließen, nachdem sie ihn zum Kulturminister befördert hatten, stellt allerdings eine andere Frage dar.

Das Ganze ist jedoch nicht weiter erstaunlich. Wie der Premierminister sind bekanntlich auch verschiedene andere Minister und Mitarbeitende von Herrn Sarkozy offizielle Anhänger des Stierkampfs – und dies schon seit längerer Zeit. Die Wahl von Herrn Sarkozy ist umso merkwürdiger, da Papst Pius V. die gegen das 15. Jahrhundert in Spanien eingeführte Barbarei umgehend verboten hatte. Dies erfolgte unwiderruflich und unter Androhung von Exkommunikierung. Papst Clemens VIII. hingegen führte den Stierkampf wieder ein und erließ eine päpstliche Bulle, welche die Wohlthaten des barbarischen Aktes lobte. Dies galt insbesondere für Reitsoldaten, die sich so im Waffengebrauch trainieren und infolgedessen besser auf den Krieg vorbereiten konnten. Seither ist die Barbarei unter dem anhaltenden Schweigen der nachfolgenden Päpste gang und gäbe.

Liliane Moret

März 2011

Geflügel - Bestimmung des Geschlechts im Ei

Jedes Jahr werden Hunderte von Millionen männlicher Küken, welche für die Zucht von Legehähnern oder die Geflügelmast nutzlos sind, vergast oder lebendig zermalmt. Der grausame Akt erfolgt, sobald sie aus dem Ei geschlüpft sind. Alleine in der Schweiz werden jährlich 2,6 Millionen männliche Küken getötet.

Nun haben Tierärzte der Universität Leipzig (DE) eine Methode entwickelt, mit der sich das Geschlecht von Tieren ab dem achten Bebrütungstag bestimmen lässt. Das neue Verfahren, das auf dem Östrogengehalt der Eierschale beruht, könnte dem Kükenmassaker allmählich ein Ende bereiten. Langfristig sollte es die Verwendung der Spektroskopie sogar ermöglichen, das Geschlecht des Tieres ab dem ersten Bebrütungstag zu bestimmen. In der Folge könnten die nicht bebrüteten „männlichen“ Eier auf den Ernährungsmarkt gebracht werden.



Die wahre Geschichte von Louly, der Bache

Es war einmal eine Gruppe von Jägern die haben wie üblich die Wildschweine außerhalb der Jagdsaison mit Mais gefüttert. Keine Frage, weshalb ...!

Da geschah etwas Unglaubliches. Unglaublich, unfassbar aber wahr. Ein Wildschweinweibchen, dreister als alle anderen, entwickelte eine Schwäche für die Männer die ihr Futter brachten. Sie kam den Männern näher, wurde anhänglich, schätzte die Streicheleinheiten und die Gesellschaft. Sie wartete auf sie im Wald und grunzte vor Freude wenn sie kamen.

All jene die schon solche Momente mit einem wilden Tier erlebt haben, können sich leicht vorstellen was in den Jägern vorging ! Sie fragten sich ganz einfach, wer von ihnen wohl dazu imstande sei, auf Louly zu schießen ! Endlich sprach ihr Gefühl aus ihnen. Louly war kein Stück Fleisch auf vier Beinen.... Da war plötzlich ein anderer Wert vorhanden. Zum Glück, oder zum Unglück, mussten die Jäger diese Wahl nicht selber treffen. Eines Tages, als sie nicht auf sie wartete, begannen die Jäger zu suchen und fanden sie und ihre Jungen schliesslich in einer Schlucht, zu Tode gestürzt. Man wird wohl nie wissen, warum sie an dieser Stelle in den Tod rutschte.

Seit vielen Jahren setzen wir uns für die Tiere ein, verzweifeln fast an der Profitgier gewisser Leute. Und dann kommt eine Louly welche die Dinge ändert und uns wieder neuen Mut gibt.

Wünschen wir uns, dass noch viele Louly's kommen, nicht nur in der Natur, sondern auch in den Laboratorien damit sich langsam aber sicher die primitiven Instinkte in noblere Gefühle umwandeln. DANKE LOULLY.

Sylvie Benoît



Petition - STOPP dem Tiertransport über lange Strecken

Jedes Jahr werden Millionen von Tieren, zum Schlachten oder Mästen bestimmt, auf den Strassen von Europa transportiert, und dies auf absolut unakzeptierbare Weise. Pferde brechen vor Erschöpfung zusammen, Schafe verdursten, Schweine sterben in extremer Kälte oder Hitze. Das Schockierende aber ist: die europäische Gesetzgebung erlaubt diese Transporte über mehrere Tage.

Die Untersuchungen von Animals' Angels während der letzten zehn Jahren belegen, dass Langzeittransporte nicht verbessert werden können. Erstickende Hitze, klinrende Kälte, Staus, Strassen in schlechtem Zustand und die Unmöglichkeit, die Tiere versorgen zu können, sind unvermeidliche Probleme dieser Transporte, die nicht zu lösen sind. Somit leiden die Tiere an Hunger und Durst und sind oft extrem gestresst. Tiere sind weder psychisch noch physisch in der Lage über Tausende von Kilometer transportiert zu werden.

Das muss sich ändern

Tiere, zum Schlachten oder Mästen bestimmt, dürfen nicht länger als 8 Stunden transportiert werden. **Wir brauchen Ihre Hilfe!**

Unterschreiben Sie die Petition online www.8hours.eu

Warum «8hours»?

2002 hat das wissenschaftliche Komité der europäischen Kommission für Tiergesundheit und Tierschutz einen Rapport publiziert: «Das Wohl des Tieres während des Transports». Dieser Rapport kommt zum Schluss, dass Tiertransporte so kurz als möglich sein müssen, doch diese Empfehlung wird in der aktuellen Legislation nicht berücksichtigt.

Nach der geltenden Legislation sind Tiertransporte über mehrere Tage akzeptierbar, wenn den Tieren Ruhe, Nahrung und Wasser zukommt. Wir sind der Meinung, dass diese Situation unannehmbar ist und nicht dauern darf. Auch Tierschutzorganisationen, die sich gegen Grausamkeit gegen Tiere einsetzen, sowie Bürger und betroffene Politiker verlangen seit langem, dass Schlachtiere nicht länger als 8 Stunden transportiert werden dürfen.

Das Ziel von «8hours, Stop dem Tiertransport über lange Distanzen» ist, eine Million Unterschriften zu sammeln, um eine deutliche Verbesserung der Transportkonditionen für die Tiere zu erlangen.

Mit Ihrer Unterschrift verlangen wir von den Mitgliedstaaten der EU, dass sie eine Transportzeit von maximal 8 Stunden einhalten.

Auch wenn die Schweiz der EU nicht angehört, sind die Unterschriften aus der Schweiz wichtig, sie werden auf Anfrage von Animals' Angels gesammelt.



Dan Jørgensen, Mitglied des Europäischen Parlamentes für die dänische Sozialdemokratische Partei

Seit Beginn seines Mandats im Europäischen Parlament setzt sich Dan Jørgensen für ein Verbot von Transporten lebender Tiere über lange Strecke ein. Er ist Vize-Präsident im Europäischen Parlament der Gruppe für das Wohl und die Arterhaltung von Tieren.



Animals' Angels-wir sind bei den Tieren

Animals' Angels ist eine gemeinnützige Organisation, finanziert ausschliesslich von Legaten und Spenden. Das angestrebte Ziel der Organisation ist das Verbot von Transporten lebender Tiere. AA ist international tätig, in Deutschland, Frankreich, Spanien, Portugal, Griechenland, Polen, Russland, Belarus, Australien, und arbeitet in enger Zusammenarbeit mit Zollbehörden, der Polizei, Veterinärämtern, Ministerien und öffentlichen Institutionen.

Animals' Angels ist Mitglied von «WSPA» (World Society for the Protection of Animals) und seit 2005 als einzige unabhängige Organisation bei «Advisory Group on the Food Chain and Animal and Plant Health» der Europäischen Union.

Infos : www.animals-angels.de

Editoriale

Care Socie e Cari Soci,
Care amiche e Cari amici della Lega,



In questo numero del nostro giornale, potrete prendere visione del verbale dell'Assemblea generale della Lega. Troverete inoltre informazioni relativamente alla nostra adesione alla Coalizione europea per la fine della sperimentazione animale (ECEAE) e la sua petizione contro il rinvio del divieto dei test sugli animali per i prodotti cosmetici.

Avevamo già pubblicato l'annuncio della petizione sul nostro giornale precedente, ma la pubblichiamo nuovamente perché il tempo stringe per raccogliere le firme. Il termine è fissato a luglio 2011 e restano ancora 50'000 firme da raccogliere in tutta Europa per raggiungere le 100'000. Sarebbe una grande soddisfazione se qualche migliaio di firme potessero provenire dalla Svizzera.

La petizione lanciata dalla delegazione di Neuchâtel della Lega contro il consumo di cosce di rana è stata protratta fino ad novembre 2011. Inizialmente, era previsto di consegnare la petizione al Parlamento federale nel corso della sessione di giugno ma ci è sembrato preferibile trasmetterla dopo le elezioni federali del prossimo ottobre. L'organismo Vier Pfoten si è recentemente schierato al nostro fianco per sostenere questa petizione.

Ed infine, in questo numero troverete un appello a firmare online la petizione Animals-Angels contro i trasporti di animali da macello superiori a 8 ore.

In tutti questi tre casi, per i soci che non hanno accesso ad Internet, o per coloro che preferiscono raccogliere le firme manoscritte, l'ufficio della Lega sarà lieto di inviare i fogli di firme su semplice richiesta. Le petizioni possono essere telecaricate direttamente sul nostro sito Internet.

Vi invitiamo inoltre a prendere visione del nostro annuncio relativo al nostro bus itinerante. Abbiamo bisogno di aiuto per assecondare Achim nella tenuta degli stand. Non esitate a contattare l'ufficio della Lega per manifestare il vostro interesse o per ottenere informazioni complementari.

Auguriamo a tutte e tutti voi una bella estate e vi inviamo i nostri saluti più cordiali.

Il Comitato

IMPRINT Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale. Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.-che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente. Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

Pubblicazione: Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV. **PAO e maquette :** LSCV **Tipografia:** Edipress, su carta riciclata Snow-Print 60 gm²

Comitato di redazione: Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret

Indirizzo: Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE

T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch

Quota annua dei Soci: Minimo CHF 15.-- **CCP 12-2745-6**

L'ufficio è aperto da lunedì a giovedì, dalle ore 9 alle ore 12 e dalle ore 14 alle ore 17; il venerdì dalle ore 9 alle ore 12.

Adesione della LSCV alla sperimentazione

Per lottare efficacemente contro la sperimentazione animale, sono essenziali lo scambio di informazioni ed il sostegno alle azioni organizzate da altri organismi antivivisezionisti.

È con questo obiettivo che la LSCV ha aderito alla coalizione europea nel corso della riunione tenutasi a Londra i 10, 11 e 12 maggio 2011.

La riunione si è svolta presso la sede della British Union for the Abolition of Vivisection (BUAV) ed ha riunito una dozzina di associazioni di protezione degli animali, tra cui la LSCV, rappresentata da Maja Schmid. Tra le tematiche affrontate figuravano la direttiva europea sui cosmetici e la petizione dell'ECEAE, il programma REACH, che mira a testare nuovamente, principalmente sugli animali, 30'000 sostanze chimiche, ed i test convalidati nell'ambito di REACH dall'ECVAM (Centro Europeo per la Validazione dei Metodi Alternativi).

L'11 maggio Luc Fournier si è recato alla riunione per presentare, insieme a Maja, la LSCV ai membri della coalizione europea. Altri quattro organismi provenienti da Austria, Ungheria, Serbia ed Estonia hanno inoltrato domanda di adesione. Al termine della presentazione ed in seguito ai voti dei membri, l'adesione della LSCV è stata accettata. Conformemente al regolamento dell'ECEAE, i nuovi aderenti usufruiscono dello statuto di osservatore per un anno, dopo di che possono diventare membri. La coalizione europea si riunisce due volte all'anno ed i membri organizzano le riunioni a turno. La prossima si svolgerà a Varsavia (Polonia) nel prossimo ottobre.

Insieme per essere più forti

Siamo molto felici della partecipazione della LSCV alle attività dell'ECEAE. Benché la Svizzera – come la Norvegia – non faccia parte dell'U.E., è comunque possibile contemplare l'allestimento di numerose azioni in comune. Sono già in corso per esempio la petizione contro il rinvio del divieto dei test sugli animali per i cosmetici, nonché azioni contro gli allevamenti di scimmie per la sperimentazione animale, di cui una parte finisce nei nostri laboratori. E qualora un'azione fosse limitata alla sola Unione europea, restiamo liberi di non parteciparvi.



Partecipazione della LSCV alla manifestazione dell'ECEAE davanti al parlamento inglese (House of Parliament) a Londra, contro il rinvio del termine ultimo per il divieto in Europa dei test sugli animali in materia di cosmetici.

alla Coalizione europea per la fine animale



Maja Schmid presso la sede della BUAV durante la riunione dell'ECEAE

Cronistoria della coalizione europea per la fine della sperimentazione animale

L'ECEAE (European Coalition to End Animal Experiments) è stata fondata nel 1990, in seguito al progetto dell'Unione europea di testare nuovamente sugli animali tutti i prodotti cosmetici ed i relativi componenti. Diversi organismi di protezione degli animali si erano raggruppati per fare pressione sui poteri pubblici ed evitare inutili sofferenze a migliaia di animali. Dato il successo di questa mobilitazione, nel 1998 gli organismi aderenti hanno lanciato il marchio internazionale di cosmetici « senza crudeltà » HCS (Human Cosmetics Standard). L'ECEAE raggruppa esclusivamente organismi impegnati nell'abolizione totale della sperimentazione animale. I suoi membri mettono in comune le loro competenze legislative, scientifiche, comunicazionali e politiche. L'ECEAE raggruppa attualmente 18 organismi in provenienza da 16 paesi tra cui Inghilterra, Irlanda, Germania, Olanda, Francia, Spagna, Italia, Finlandia, Svezia, Norvegia.

Per ulteriori informazioni: www.eceae.org

LSCV - Elenco dei cosmetici non testati sugli animali

Nel 2005, l'ufficio della Lega aveva aggiornato il suo elenco di cosmetici non testati sugli animali ed inviato un centinaio di lettere ai fabbricanti con allegato un questionario da compilare e da rinviare. In seguito alle risposte ricevute, una ventina di marche sono state inserite nel nostro elenco.

In un documento firmato, con il quale impegnano la propria responsabilità penale in caso di false dichiarazioni, i fabbricanti attestano l'assenza di test sugli animali tanto per i cosmetici commercializzati con il nome della marca che per i componenti. Nella composizione dei prodotti fabbricati dalla marca non doveva apparire nessuna sostanza testata sugli animali da meno di cinque anni. La questione non era di ritenere accettabile l'utilizzazione di sostanze sugli animali da oltre cinque anni, bensì di controllare a monte le dichiarazioni dei fabbricanti.

L'Unione europea aveva progressivamente reso pubblico l'accesso a diverse banche dati a partire dal 2000. Eseguendo una ricerca su una sostanza, e se la sua registrazione non risaliva troppo addietro, era possibile conoscerne la data di registrazione e sapere se erano stati effettuati test sugli animali. Purtroppo, l'accesso a diverse banche dati è stato successivamente limitato, impedendo pertanto un controllo ottimale dei cosmetici. Nell'autunno 2010, abbiamo intrapreso diverse azioni presso alcuni chimici cantonali e laboratori europei, specializzati nell'esame dei componenti di prodotti cosmetici. Quale non fu la nostra sorpresa nello scoprire che era impossibile effettuare l'analisi



delle sostanze che entrano nella composizione dei prodotti cosmetici. Ciò stava a dimostrare in primo luogo che la composizione di un cosmetico non può essere veramente controllata e che le nostre autorità sanitarie possono basarsi esclusivamente sulla dichiarazione dei fabbricanti. Il che non è molto rassicurante per il consumatore! Ma soprattutto, è emerso che in queste condizioni non siamo più in grado di assicurarci che una marca iscritta nel nostro elenco di cosmetici sia assolutamente esente da test sugli animali.

Standard internazionale HCS (Human Cosmetics Standard)

Per questo motivo abbiamo deciso, affiliandoci all'ECEAE, di promuovere il marchio HCS e di divulgare un nuovo elenco sul quale appariranno esclusivamente le marche che soddisfano i requisiti del marchio. Prossimamente intraprenderemo le azioni necessarie presso le marche attualmente presenti sul nostro elenco, per informarle delle nostre nuove condizioni. Ciò dovrebbe coinvolgere soltanto una decina di fabbricanti, poiché l'altra ventina di marche presenti sul nostro elenco ha già ottenuto il marchio HCS.

Criteri per conseguire il marchio HCS

Lanciato nel 1998 da una coalizione internazionale di associazioni di difesa degli animali di diversi paesi dell'Unione europea e dell'America del Nord, questo marchio è gestito dall'ECEAE.

- La ditta di fabbricazione non deve effettuare né ora né in futuro alcun esperimento sugli animali né dare l'ordine di effettuarne o di parteciparvi, a prescindere che si tratti di preparati, ingredienti o prodotti finali.

- Non acquistare alcun ingrediente, alcun abbinamento di ingredienti né prodotti presso fornitori o fabbricanti che per ottenerli effettuano esperimenti sugli animali, che ne danno l'ordine o che vi hanno preso parte, e questo a partire dalla data fissata dalla ditta (a partire dalla quale la ditta può essere ammessa nell'elenco HCS).

- L'azienda deve porre in opera un sistema di controllo sulla catena di consegna nonché esigere garanzie scritte affinchè i fabbricanti ed i fornitori soddisfino i requisiti HCS, e questo in modo permanente.

► Promozione della vivisezione

Il deserto Il deserto per le conferenze «Ricerca per la vita»

Questo organismo è già stato all'origine del congresso «Fine della ricerca?» svoltosi a Basilea il 29 e 30 novembre 2010 (vedi giornale n°31).

La «dichiarazione di Basilea», manifesto in cui i ricercatori si lamentano di non poter più fare tutto quello che gli pare, era stata successivamente divulgata suscitando scarse reazioni, ciò che aveva paleamente irritato gli scienziati dell'RPV.

Superate le delusioni e più che mai temerari, eccoli dunque che si lanciano nell'organizzazione simultanea, il 4 febbraio 2011, di conferenze pubbliche negli atenei di Zurigo, Basilea, Friborgo, Losanna e Ginevra per promuovere la pratica della sperimentazione animale.

Con il titolo «Giornata di ricerca per la vita – gli animali nella ricerca» (Tag der Forschung für leben – Tiere in der Forschung), l'annuncio delle conferenze precisava:

«Il lavoro con animali nel campo della ricerca biomedica solleva interrogativi etici e pratici. La vostra opinione e le vostre domande ci interessano e ci rallegriamo di poterne parlare con voi».

Per «rispondere» alle domande del pubblico, erano presenti ricercatori che difendevano il mestiere del quale vivono, nonché giornalisti «moderatori» o relatori neutrali, per fare bella figura.

Per finire, ci siamo rivolti ai giornalisti citati nei programmi ai quali abbiamo scritto:

«Non ci risulta molto chiaro in cosa consiste il vostro ruolo di «moderatore», perché a quanto pare i relatori presenti a questi caffé scientifici, eccezion fatta per un rappresentante dell'autorità cantonale a Basilea, sono o difensori della sperimentazione animale, o ricercatori che ne vivono. Per quanto riguarda questi ultimi, è comprensibile che vogliano difendere le proprie attività e pertanto le loro fonti di reddito. Sarebbe però stato più onesto presentarli sotto questa forma ed agire nella più perfetta trasparenza, invece di lasciar credere che si possa effettiva-

mente avere una «discussione pratica ed etica intorno alla ricerca biomedica» con il pubblico. È assolutamente deplorevole che l'organismo «Ricerca per la vita (RPV)» non abbia invitato nessuno che potesse apportare un'informazione diversa da quella comunicata dall'RPV, che di fatto è la promozione della sperimentazione animale.

Indubbiamente si ribadirà che l'utilizzazione di animali sottosta a norme tra le più severe al mondo, che l'utilizzazione di animali è oggetto di uno studio approfondito, sempre in favore dell'animale, che solo i progetti dovutamente periziatati sono oggetto di un'autorizzazione ecc. ecc. ecc. (...) Seppur ricorrenti, gli abusi non rischiano di venire a conoscenza del pubblico. Le autorità cantonali non sono abilitate a comunicare sulle infrazioni commesse né sull'ammonitare delle multe inflitte. È deplorevole perché così le nostre università possono continuare a vantare la qualità delle ricerche svolte e la «corretta» detenzione degli animali»

L'unico ad averci risposto è il giornalista chiamato ad animare la conferenza prevista nell'università di Friborgo che ci ha comunicato la risposta seguente:

«Sono lieto di sentire la vostra opinione e sono anche lieto di dirvi che dopo discussione con Pierre Lavenex, che ha giudicato «sensazionale» e «spettacolare» l'articolo che apparirà su *La Liberté* del 2 febbraio (un articolo moderato in cui non faccio altro che richiamare alcune verità come la presenza di scimmie a Friborgo), e dopo

avergli fatto notare che il dibattito non sarebbe stato affatto contraddittorio, ho rifiutato di prendere parte al Caffé scientifico di Friborgo. Capisco la vostra reazione».

In fin dei conti, queste conferenze sono state un clamoroso fiasco per gli organizzatori. Il pubblico non si è mobilitato per il lavaggio di cervello previsto. E ce ne rallegriamo.



Alcuni studenti e laureati erano stati requisiti a Basilea



Quanto ci si annoia a Losanna!

Firmate la petizione e dite di no ai cosmetici testati sugli animali

L'Unione europea avrebbe dovuto essere sbarazzata di ogni nuovo prodotto cosmetico testato sugli animali a partire dal 2013. Un recente rapporto della Commissione europea suggerisce di ritardare questo divieto totale di 10 anni. Instaurare questa misura significherebbe che migliaia di conigli, topi, maialini d'India e ratti sarebbero sottoposti fino al 2023 ad esperimenti dolorosi, irritanti o tossici per consentire la fabbricazione di prodotti di bellezza.

Come noi, dite di NO ai test crudeli per i cosmetici in Europa

« I sottoscritti rifiutano che nuovi prodotti cosmetici testati sugli animali siano disponibili nell'UE. I test di cosmetici sugli animali sono crudeli ed inutili. Esortiamo il Parlamento europeo a rispettare la data limite del divieto di commercializzazione, che la 7a modifica della "Direttiva Cosmetici" ha fissato al 2013. L'opinione pubblica si oppone, per motivi etici, ai test dei cosmetici sugli animali e chiede il divieto della vendita nell'UE di prodotti cosmetici testati sugli animali a partire dal 2013. Esortiamo il Parlamento europeo ad ascoltare l'immensa maggioranza dei cittadini europei ed a votare contro il rinvio di questo divieto ».

Firmate la petizione on-line a partire dalla homepage della LSCV, o direttamente all'indirizzo www.nocruelcosmetics.org/sign_up.php

La petizione è disponibile in diverse lingue, tra cui italiano, francese e tedesco. È inoltre possibile firmare la petizione pubblicata a pagina 26 del giornale. Fogli di petizione supplementari possono essere ottenuti su semplice richiesta presso l'ufficio della Lega.

Importante : data limite di raccolta delle firme: luglio 2011

L'ECEAE mira ad un obiettivo minimo di 100'000 firme. A tutt'oggi ne sono state raccolte 50'000. Grazie a tutti voi per il vostro aiuto.

Le firme svizzere sono importanti

Sebbene la "Direttiva Cosmetici" si rivolga unicamente all'U.E., anche il nostro paese potrà usufruire del divieto totale dei test sugli animali previsto dalla direttiva.

Date le sue tre regioni linguistiche, la Svizzera non è un mercato abbastanza importante per i fabbricanti di prodotti cosmetici. Pertanto, i prodotti disponibili nei nostri negozi provengono principalmente da importatori tedeschi, francesi, italiani o da altri paesi europei, assoggettati alla direttiva. Dal canto loro, la maggior parte dei fabbricanti svizzeri di prodotti cosmetici mirano il mercato europeo per vendere i propri prodotti. Non avranno pertanto la possibilità di ricorrere a test sugli animali.

È bene far presente che a tutt'oggi le nostre autorità non contemplano l'eventualità di imporre un tipo di divieto simile alla direttiva europea. Certo, l'Ufficio federale di veterinaria ogni anno, al momento della pubblicazione delle sue statistiche sulla sperimentazione animale, ci ripete che nessun animale è stato utilizzato per testare prodotti cosmetici. Ben inteso si tratta soltanto dei prodotti finiti. Poiché questi test sono vietati in tutta l'U.E. da diversi anni, ci mancherebbe altro che il nostro paese autorizzasse ancora questi test assurdi. Gli ingredienti che possono entrare nella composizione di cosmetici continuano invece ad essere testati sugli animali.



Cronistoria della Direttiva europea sui cosmetici

1976 : Primo tentativo di armonizzazione delle legislazioni sui cosmetici degli Stati membri, con l'adozione da parte dell'Europa della direttiva 76/768/CEE, detta «Direttiva Cosmetici».

1993 : La direttiva 93/35/CEE modifica in profondità la "Direttiva Cosmetici" ed introduce il divieto, a partire dal 1° gennaio 1998, della commercializzazione di ingredienti o abbinamenti di ingredienti sperimentati sugli animali.

1996 : Un rapporto propone il rinvio del divieto per via dell'inesistenza di metodi in grado di sostituire i test sugli animali.

1997 : Il divieto previsto dalla direttiva 93/35/CEE è rinviato al 30 giugno 2000 dalla direttiva 97/18/CE

2000 : Il divieto è nuovamente rinviato al 30 giugno 2002 dalla direttiva 2000/41/CE. Avviata la settima modifica della "Direttiva Cosmetici".

2003 : La nuova direttiva 2003/15/CE sopprime e sostituisce la direttiva 93/35/CEE. Sono previsti due divieti: 1) testare i prodotti finiti sugli animali a partire da settembre 2004 ; 2) l'esecuzione sul territorio europeo di test sugli animali per i prodotti cosmetici ed i loro ingredienti nonché la loro commercializzazione, a partire dall'11 marzo 2009. Viene accordato un termine per tre test (test di tossicità delle dosi ripetute, di tossicità per la riproduzione e di tossicinetica), che saranno vietati a partire dall'11 marzo 2013.

Settembre 2004 : Divieto di testare sugli animali i prodotti cosmetici finiti e gli ingredienti se esistono metodi sostitutivi (senza ricorso all'animale vivo) convalidati dall'UE.

Marzo 2009 : Entrata in vigore del divieto di vendere prodotti e materie prime testati sugli animali nonché di effettuare test sugli animali, eccetto i tre test previsti dalla direttiva 2003/15/CE.



FIRMA LA PETIZIONE

Diciamo NO ai cosmetici crudeli

Entro il 2013, l'Unione europea non avrebbe più dovuto avere alcun cosmetico testato sugli animali. Tuttavia, i funzionari europei stanno ora valutando il rinvio di tale scadenza. Ciò sta accadendo nonostante una massiccia opposizione pubblica contro i cosmetici testati sugli animali e un divieto esistente che proibisce di testare cosmetici su animali all'interno dell'Ue.

Unitevi a noi per dire NO ai cosmetici crudeli in Europa.

Noi, i sottoscritti, non vogliamo che nuovi cosmetici testati sugli animali siano disponibili nell'Ue. Testare cosmetici sugli animali è crudele e inutile. Esortiamo il Parlamento europeo a rispettare la decorrenza del divieto commerciale fissata per il 2013, come stabilito dal settimo emendamento alla Direttiva sui Cosmetici. Sul piano etico, l'opinione pubblica è contraria a testare cosmetici sugli animali, e non esiste alcuna richiesta da parte del pubblico per giustificare la disponibilità di cosmetici testati su animali nell'Ue dopo il 2013. Esortiamo il Parlamento europeo ad ascoltare la schiacciante maggioranza dei cittadini europei e a votare contro il rinvio di tale divieto.

Firmando do il consenso affinché i miei dati siano inoltrati al Parlamento europeo

Titolo	Nome	Cognome	E-mail	Firma	Indirizzo	Paese	Ricevi aggiornamenti*	Ricevi aggiornamenti da parti terze**
Ms	Ann	Example	Ann.example@email.com	A Example	1 The Road, Somewhere, Someplace, AB1 1AA	UK	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Restituite i moduli compilati a: **Lega svizzera contro la vivisezione, CP 148, CH - 1226 Thônex** · T 022 349 73 37 · admin@lscv.ch · www.lscv.ch; oppure trovate il vostro membro nazionale ECEAE su www.eceae.org. Grazie per aver firmato la nostra petizione. I vostri dati saranno raccolti e conservati dall'ECEAE. *Spuntate questa casella se desiderate ricevere aggiornamenti relativi a questa petizione, alla campagna di ECEAE sui cosmetici e notizie dal vostro gruppo ECEAE nazionale. **Spuntate questa casella se desiderate che l'ECEAE permetta ad altre organizzazioni attive nello stesso settore di contattarvi.



Bus itinerante della Lega svizzera contro la vivisezione

Già da tempo la Lega desiderava porre in opera l'attività di un bus itinerante che si spostasse in tutta la Svizzera per allestire stand informativi per le strade svizzere o in occasione di eventi particolari come per esempio il salone Animalia.

Questo progetto di bus itinerante ha preso forma lo scorso marzo quando Achim Z'Brun ha accettato di farsi carico di questa attività. Il bus, acquistato dalla Lega all'inizio del 2010, è stato allestito in modo da poter contenere tutto il nostro materiale per gli stand e le mostre. Un primo stand organizzato a Losanna il 14 maggio ha consentito ad Achim di prendere possesso del bus, che da allora è in attività.

In futuro, tranne in caso di manifestazione o azione speciale, gli stand della LSCV saranno organizzati come segue:

Sarà pubblicato sul nostro giornale un calendario con tutte le date ed i luoghi dei prossimi stand in modo da permettere ai nostri soci e simpatizzanti di prendervi parte se lo desiderano. Se desiderate che uno stand sia allestito nelle vostre vicinanze, Achim si sposta anche su richiesta, a patto che lo assecondiate sullo stand. In tal caso, basta telefonargli e fissare una data. Achim si incarica di tutte le prassi amministrative (domanda di autorizzazione, emolumenti ecc.) nonché di apportare il materiale.

I prossimi stand si svolgeranno i giorni e nei luoghi seguenti :

**Sabato 9 luglio: Friborgo
Sabato 23 luglio: Yverdon**

**Sabato 6 agosto: Thun
Sabato 27 agosto: Biel-Bienne**

**Sabato 3 settembre: Olten
Sabato 17 settembre: Soletta**

**Sabato 15 e domenica 16 ottobre:
Salone ANIMALIA, Losanna**

Il bus dovrebbe poi proseguire per Zurigo ed i cantoni vicini.

Ci auguriamo di poter contare sul sostegno di qualche aiuto per ciascuna di queste date. Non esitate a contattare Achim o l'ufficio della Lega per manifestare il vostro interesse ! A tutte e tutti un grazie di cuore.



Achim risiede in Vallese, parla tedesco e francese.

Per contattarlo : T 079 810 18 18

e-mail : zac78@gmx.ch

Progetto di legge per vietare la ricerca sulle grandi scimmie negli Stati Uniti

Con il deposito nell'aprile 2011 di questo progetto di legge presso la Camera dei rappresentanti degli Stati Uniti, le senatrici Maria Cantwell (democratica) e Susan Collins (repubblicana) intendono por fine a questi esperimenti che gli americani sono oggi l'ultimo paese industrializzato a praticare tuttora.

Se la legge è varata, sarà vietato praticare esperimenti sugli scimpanzé, di cui un migliaio sono tuttora in cattività in questo paese. La metà appartiene agli Istituti nazionali di sanità (NIH) ed è utilizzata per la sperimentazione animale. Gli NIH hanno accettato di sospendere gli studi in corso in attesa delle conclusioni dell'Accademia delle scienze, che deve decidere se l'utilizzazione degli scimpanzé è utile per la ricerca medica. L'Unione europea ha vietato questo tipo di ricerca nel 2010, dopo la Svizzera, il Giappone, l'Australia ed altri paesi industrializzati.



Stand a Losanna il 14 maggio 2011. Achim, Damian, Sylvie



Verbale dell'Assemblea generale della lega svizzera contro la vivisezione e per i diritti dell'animale, del 26 marzo 2011 a Thônex, ginevra

Membri del comitato presenti:

Max Moret (Presidente), Luc Fournier (Vice-presidente), Suzann Karagöz, Michèle Loisel, Sylvie Benoît, Egon Naef, Suzanne Wachtl, Maja Schmid.

Membri del comitato assenti e scusati:

Emmanuel Broillet, Ruth Perdrizat, Marina Zumkeller (tesoriera), Laurianne Nicoulin.

Apertura della seduta alle ore 14.15

Ordine del giorno

1. Lettura del verbale dell'ultima assemblea generale
2. Rapporto del Presidente
3. Rapporto della tesoriere e dei revisori dei conti
4. Discussione e voto dei due precedenti rapporti
5. Elezione statutaria del comitato
6. Elezione dei revisori dei conti
7. Ammissioni/Dimissioni
8. Varie

Apertura dell'assemblea generale

Il presidente apre la seduta e ringrazia i membri presenti. Annuncia che l'assemblea è legalmente costituita conformemente all'articolo 60 del codice civile svizzero ed allo statuto della lega. Non essendo pervenuta alcuna proposta scritta al comitato, l'assemblea può svolgersi secondo l'ordine del giorno previsto.

1. Lettura del verbale dell'ultima assemblea generale

Avendone preso visione nel giornale di giugno 2010, i membri presenti esonerano il presidente dalla sua lettura e l'accettano.

2. Rapporto 2010 del Presidente

Il presidente apporta alcune informazioni complementari al rapporto di attività pubblicato nel giornale di marzo 2011 relativamente alle azioni portate avanti nel campo della sperimentazione animale ed al sostegno finanziario concesso agli organismi di protezione degli animali. Il presidente precisa che malgrado i costi indotti dalle diverse azioni svolte nel 2010, la situazione finanziaria della lega è sana, ciò che è molto incoraggiante per l'organizzazione di azioni future.

Informa inoltre sul seguito della recente campagna informativa della lega contro la reintroduzione della caccia nel cantone di ginevra. Ricordiamo che questo cantone sta attualmente procedendo alla revisione della sua costituzione e che un primo progetto sopprimeva il divieto assoluto della caccia

in vigore dal 1974. La campagna informativa ha avuto una buona eco e la lega ha ricevuto numerosi messaggi di sostegno. Stando alle prime reazioni osservate, il divieto assoluto della caccia dovrebbe essere reintrodotto. L'ufficio della lega seguirà con attenzione la seconda versione del progetto che dovrebbe essere resa pubblica alla fine del 2011.

3. Rapporto della tesoriere e dei revisori dei conti

4. Discussione e voto dei due precedenti rapporti

Essendo Marina Zumkeller scusata per motivi di salute, la segretaria del comitato Maja Schmid dà lettura del rapporto ed informa che la signora Marie Jonquille gestisce la contabilità per il secondo anno con assoluta soddisfazione della lega. L'anno 2010 si conclude con un utile netto di CHF 247'107.19 che si spiega con l'afflusso di importanti lasciti ed un'entrata supplementare di doni in seguito a diverse azioni specifiche. La segretaria del comitato richiama inoltre che se l'abolizione della sperimentazione animale è l'obiettivo principale della lega, l'aiuto ai rifugi svizzeri in difficoltà ed alle campagne di sterilizzazione dei gatti randagi costituisce un risvolto importante del suo operato quotidiano. Oscar Appiani dà poi lettura del rapporto dei revisori dei conti, che sono stati controllati da Laurianne Nicoulin e Oscar Appiani.

Non essendovi domande sui due rapporti precipitati (vedi rapporto 2010 della tesoriere e Rapporto 2010 dei revisori dei conti), il Presidente propone di votarne l'approvazione: sì all'unanimità.

5. Elezione statutaria del comitato per il periodo 2011 - 2014

Ruth Perdrizat e Marina Zumkeller non desiderano ripresentarsi per motivi di salute. Non essendovi candidature a parte quella dei membri uscenti, l'Assemblea procede alle seguenti votazioni:

Sono eletti membri del comitato, con firma in due:

Presidente: Maxime MORET : sì all'unanimità;

Vice presidente: Luc FOURNIER :

sì all'unanimità;

Tesoriere: Maja SCHMID : sì all'unanimità;

Segretaria del comitato: Laurianne NICOULIN :

sì all'unanimità.

Sono eletti membri del comitato:

Sylvie BENOÎT, Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Ruth MÜLLER, Egon NEAF, Suzanne WACHTL : sì all'unanimità.

Il presidente ringrazia l'assemblea per la fiducia manifestata tramite questo voto e passa al punto seguente dell'ordine del giorno:

6. Elezione dei revisori dei conti

Oscar Appiani si ripresenta per la verifica dei conti: sì all'unanimità.

Non essendo proposta alcun'altra candidatura, il presidente fa presente che questa attività rappresenta soltanto un paio di ore di lavoro, poiché la contabilità della lega è tenuta da una contabile e controllata dallo stato di ginevra. Un membro del comitato chiede se può essere nominato qualcuno del comitato? Il presidente precisa che il controllo della contabilità consente ai revisori di accertarsi che il denaro della lega è utilizzato conformemente al suo statuto. È pertanto preferibile che i revisori nominati dall'assemblea non siano membri del comitato. Nessun membro presente presenta la propria candidatura, e nel contempo la nomina di tre revisori dei conti è obbligatoria. pertanto Sylvie Benoît e Michèle Loisel del comitato propongono la propria candidatura: sì, con un'astensione.

7. Ammissioni/Dimissioni

La lega ha registrato l'adesione di 800 nuovi soci nel 2010 mentre circa 400 soci sono stati disiscritti per via di decesso, dimissioni o cambiamento di indirizzo non annunciato. Per quanto riguarda i cambiamenti di indirizzi, il presidente spiega che la distribuzione postale dei 10'000 giornali eseguita quattro volte l'anno ai soci può essere problematica. Per esempio, la quasi totalità dei giornali inviati ai membri che abitano nei comuni di Chexbres e Gingins nel canton vaud sono stati rinviati al mittente, in quanto mancava il numero della via. Eppure questi giornali erano inviati in questa forma già da anni senza nessun problema. Ogni rinvio al mittente è fatturato Fr 2.- dalla posta, motivo per cui al secondo rinvio, se non è stato comunicato alcun cambiamento di indirizzo, il socio sarà purtroppo cancellato dallo schedario. Tutti i soci che non ricevono più il giornale trimestrale sono pertanto invitati a comunicare il nuovo indirizzo non solo per continuare ad essere informati delle attività della lega ma anche per evitare di generare spese inutili.

8. Varie

Il Presidente apporta alcune informazioni complementari relativamente alle decisioni assunte dal comitato nazionale il giorno stesso:

Un bus itinerante allestirà ogni mese stand della lega nelle principali città svizzere. Il furgone della lega sarà allestito in modo da contenere tutto il materiale informativo ed espositivo. Il primo stand sarà tenuto a Losanna il 14 maggio. Il bus proseguirà poi verso la Svizzera tedesca.

La lega apporterà il proprio sostegno alla marcia europea contro la vivisezione, sabato 23 aprile 2011 a Parigi, inviandovi una rappresentazione.

La lega ha proposto la propria adesione alla coalizione europea per la fine della sperimentazione animale (ECEAE), che attualmente raggruppa 17 organismi provenienti da diversi paesi tra cui Italia, Germania, Belgio, Spagna, Francia, Norvegia ecc., miranti all'abolizione della sperimentazione animale. Uno degli obiettivi dell'adesione della lega è partecipare ad azioni comuni nonché sostenere e diffondere in Svizzera il logo «Leaping Bunny», che attesta che la marca di cosmetici con questo logo non effettua test sugli animali. Questo logo, inizialmente sviluppato dal BUAV (British Union for the Abolition of Vivisection), membro dell'ECEAE, è diffuso anche dalla coalizione europea. L'attuale elenco delle marche non testate sugli animali stilato dalla lega è molto richiesto dal pubblico, ma esige un intenso lavoro di ricerca. Collaborando con l'ECEAE su questo punto specifico, sarà possibile mettere in comune diverse banche dati e dunque limitare i rischi che le dichiarazioni false di una marca le consentano di apparire nell'elenco delle marche che non effettuano test sugli animali. Maja Schmid, incaricata del dossier cosmetici, rappresenterà la lega in seno all'ECEAE. Si recherà a Londra presso la sede della BUAV per la prossima riunione della coalizione europea, che si svolgerà dal 10 al 12 maggio 2011. In linea di massima le organizzazioni membri allestiscono a turno due riunioni all'anno.

La pratica della sperimentazione animale nel canton Vaud non sembra essere oggetto di controlli seri da parte delle autorità. La lega esamina la possibilità di denunciare certe procedure. In tal caso, saranno organizzate manifestazioni ed informazioni all'attenzione degli abitanti di questo cantone.

Una socia chiede se disponiamo di informazioni relativamente a ricercatori a Zurigo che avrebbero ricevuto 25 milioni per svolgere ricerche su microrobot e sui cervelli degli uccelli canterini.

Il Vice-presidente risponde che occorrono maggiori informazioni per sapere esattamente di cosa si tratta ma che in generale l'importo indicato corrisponde ai finanziamenti elargiti da certi programmi di ricerca in quanto i gruppi svizzeri possono ora concorrere per borse europee. La politica di aiuto alla ricerca consiste nel sostenere poli di competenza piuttosto che gruppi isolati. Gli importi indicati non riguardano probabilmente un singolo gruppo di ricerca bensì diversi gruppi provenienti da diversi atenei, che si avvalgono delle proprie competenze in un campo di attività specifico.

Quanto ai nuovi esperimenti del dott. Bize su uccelli e per i quali ha ricevuto Fr 375'000.- dall'FNS (Fondo nazionale svizzero per la ricerca scientifica), continuamo a raccogliere informazioni. Michèle Loisel propone di contattare l'organismo di protezione degli uccelli ASPO per sapere se hanno informazioni su questi esperimenti.

Una socia propone anche di contattare organismi di protezione degli uccelli per ottenere il loro sostegno. Il Vice-presidente indica che gli organismi di protezione della natura sono spesso favorevoli a questi esperimenti. Fa presente che la stazione ornitologica di Sempach aveva condannato gli esperimenti sui rondini a ventre bianco del Dott. Bize. Successivamente è emerso che scienziati di questa fondazione avevano fatto praticamente gli stessi esperimenti qualche anno prima. Cita inoltre una domanda di esperimenti su rettili di cui è venuto a conoscenza e che secondo lui saranno molto nefasti per la specie utilizzata. Si dice sorpreso di constatare che questo organismo conosceva per le sue attività positive per la fauna sostenga questo progetto. C'è un grosso divario tra l'immagine che questi organismi vogliono promuovere e la realtà delle loro azioni, fintanto che non sono conosciute dal pubblico.

Marie Berger dell'associazione francese Oïkos Kaï Bios ringrazia la lega per la sua partecipazione alla marcia europea contro la vivisezione.

Non essendovi più domande di parola, il presidente chiude l'assemblea generale alle ore 15.20 ed invita i soci presenti a condividere un bicchiere dell'amicizia.

Rapporto 2010 della Tesoriera

Signore e Signori,

L'ultimo numero del nostro giornale, il n. 31 di marzo 2011, vi ha esaurientemente informati sulle azioni che abbiamo portato avanti nell'arco del 2010. Per chi non l'avesse letto, diverse copie sono a vostra disposizione all'entrata della sala.

Teniamo a ringraziare la signora Jonquille, che per il secondo anno, ha gestito la nostra contabilità ed il bilancio dei nostri conti. Grazie anche a Laurianne Nicoulin e Oscar Appiani che hanno verificato, a titolo gratuito, tutte le pezze contabili del 2010 della Lega, ed approvato i nostri conti il 26 marzo 2011.

Il 2010 si conclude con un utile netto di Fr. 247'107.10. Questo risultato è stato ottenuto principalmente grazie a numerosi lasciti e ben inteso ai nostri soci e donatori. Non abbiamo sostenuto spese per grandi progetti ma quelli che abbiamo portato a termine, come per esempio la manifestazione a Berna in risposta al congresso « Fine della ricerca ? » organizzato a Basilea dalla fondazione Ricerca per la Vita, hanno generato utili inaspettati. Anche quest'anno abbiamo sostenuto finanziariamente la Cattedra di docenza dei metodi sostitutivi presso l'università di Ginevra. Ci siamo impegnati ad apportare questo sostegno per 5 anni, il che significa che nel 2014 questa Cattedra dovrebbe essere finanziariamente autonoma. Altre azioni sono incessantemente poste in opera per raggiungere, ce lo auguriamo, il nostro obiettivo finale ossia la fine della vivisezione !

L'aiuto alla sterilizzazione dei gatti randagi ed ai rifugi svizzeri in difficoltà fa anch'esso parte della nostra quotidianità in quanto sono sempre presenti le problematiche di abbandoni e maltrattamenti. Siate certi che utilizziamo i vostri doni nel miglior modo possibile.

A nome dei nostri Amici Animali, vi diciamo tutta la nostra immensa gratitudine ed un calorosissimo GRAZIE !

Fatto a Ginevra, 26 marzo 2011

Max Moret, Presidente, in vece della tesoriere Marina Zumkeller, assente per malattia

Rapporto dei Revisori dei conti 2010

Signore e Signori,

In esecuzione del mandato che ci è stato conferito, abbiamo proceduto alla verifica del Bilancio e del Conto profitti e perdite al 31 dicembre 2010.

Abbiamo inoltre proceduto alla verifica della contabilità della Lega Svizzera contro la vivisezione e per i Diritti dell'Animale, Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex, controllando le numerosissime pezze giustificative di cui abbiamo constatato la concordanza con i libri contabili, tenuti con esattezza.

In conclusione della nostra verifica, vi raccomandiamo di approvare i conti presentati che si saldano, per l'esercizio 2010, con un utile netto di CHF 247'107.19.

I revisori dei conti
Laurianne NICOULIN, Oscar APPIANI

Thônex, 26 marzo 2011

Produzione di foie gras in Belgio: Un pò meno peggio

Le nuove norme belghe (terzo più grosso consumatore di foie gras nell'UE) in materia di detenzione di anatre per la produzione di foie gras sono entrate in vigore il 1º gennaio 2011. Con il nuovo decreto reale dell'SPF Sanità pubblica, le gabbie individuali hanno dovuto essere sostituite con gabbie collettive.

La vita di un'anatra destinata alla produzione di foie gras si articola in diverse fasi. All'età di 11-12 settimane, le anatre erano introdotte in un locale di ingozzamento e mantenute per 14 giorni in piccole gabbie individuali di 900 cm². Le nuove regole impongono gabbie collettive atte a contenere almeno tre anatre e di una superficie al suolo di almeno 1200 cm² per ogni anatra.

Malgrado tutto, queste nuove disposizioni non disciplinano l'ingozzamento in sè, che rimane un atto di crudeltà legale inflitto ad un animale.

La Francia ha prodotto 18'900 tonnellate di foie gras nel 2009, l'Ungheria 2'550, la Bulgaria 2'300, la Spagna 830 ed il Belgio 23 tonnellate.



Il 22 aprile 2011, il Ministro francese della cultura ha annunciato l'iscrizione della corrida nel « Patrimonio immateriale della Francia », primo paese al mondo ad assumere questa decisione.



Condivido pienamente la violenta reazione di Brigitte Bardot contro Frédéric Mitterrand, che ha qualificato « ministro dell'incultura », dopo l'annuncio dell'iscrizione della tauromachia nell'inventario del patrimonio immateriale della Francia. Penso che oltre alla sua vergognosa ignoranza in materia, il ministro Mitterrand abbia soprattutto voluto rendersi interessante. Ma cosa pensare dei suoi superiori, che hanno lasciato perpetrare questa inetta ignominia dopo averlo promosso ministro della cultura?

Non è veramente una sorpresa, se si pensa che già da tempo, alla stregua del Primo Ministro, diversi ministri e collaboratori del presidente Sarkozy sono aficionados ufficiali delle corride.

Questa scelta del presidente Sarkozy è particolarmente curiosa in quanto questa barbarie giunta verso secolo XV in Spagna, era stata immediatamente condannata da Papa Pio V, che la vietò senza appello, pena la scomunica. Fino a quando Papa Clemente VIII la riabilitò con una bolla papale che ne vantava i benefici, soprattutto per i militari equestri che in tal modo si allenavano nell'uso delle armi e dunque si preparavano meglio alla guerra. Da allora questa barbarie è stata incessantemente perpetrata nel silenzio assordante dei Papi successivi.

Liliane Moret

Marzo 2011

Pollame – Determinazione del sesso nell'uovo

Allorchè è assolutamente inutile per gli allevamenti di galline da uova o per ingrassamento del pollame, ogni anno centinaia di milioni di pulcini maschi sono avvelenati con gas o stritolati vivi non appena fuoriusciti dall'uovo. Soltanto in Svizzera, 2,6 milioni di pulcini maschi sono uccisi ogni anno.

Alcuni veterinari dell'Università di Leipzig (DE) hanno messo a punto un metodo che consente di determinare il sesso dell'animale fin dall'ottavo giorno di incubazione, in base al tasso di estrogeni presenti nel guscio dell'uovo. Questo nuovo procedimento potrebbe mettere un punto finale al massacro dei pulcini. A termine, l'utilizzazione della spettroscopia dovrebbe addirittura consentire di determinare il sesso dell'animale a partire dalla prima giornata di incubazione. Sarebbe pertanto possibile immettere sul mercato alimentare le uova «maschio» non incubate.



La storia vera della cinghiale Louly

C'erano una volta dei cacciatori e, fedeli alle loro abitudini, davano da mangiare del mais ai cinghiali fuori dalla stagione della caccia. È facile indovinare perché ...!

Eppure sopraggiunse un evento impensabile. Impensabile, impalpabile e reale.

Una femmina cinghiale più ardita degli altri ha finito per affezionarsi a questi uomini che le davano da mangiare. Era affettuosa, si avvicinava a loro e ne apprezzava le carezze e la compagnia. Li aspettava nella foresta e li riconosceva grugnendo di piacere quando arrivavano.

Chiunque ha conosciuto un momento di questo tipo con un animale selvatico può immaginare quello che provavano i cacciatori! Si chiedevano chi di loro sarebbe riuscito a sparare su Louly! I loro cuori cominciavano finalmente ad esprimersi. Louly non era più un pezzo di carne su quattro zampe Improvvisamente rappresentava un altro valore. Fortunatamente o sfortunatamente i cacciatori non dovettero fare questa scelta di coscienza. Non vedendola più, l'hanno cercata e trovata morta con i suoi piccoli in fondo ad un burrone. Non si saprà mai per quali motivi era scivolata in quel punto preciso.

Da anni andiamo lottando per la causa animale senza troppe speranze quanto alla natura avida di certi esseri umani. Ed ecco che una Louly può cambiare le cose ridandoci speranza.

Auguriamoci che ci siano ancora tante Louly non solo nella natura, ma anche e soprattutto nei laboratori affinché poco a poco gli istinti più primitivi si trasformino in sentimenti più nobili. GRAZIE LOULLY.

Sylvie Benoît



Petizione - STOP al trasporto degli animali su lunghe distanze

Ogni anno, milioni di animali vivi destinati all'ingrassamento ed al macello sono trasportati sulle strade europee in condizioni inaccettabili. È così che cavalli crollano stremati, pecore muoiono di sete, maiali muoiono per via di un caldo soffocante o di un freddo intenso. Quello che è più scandaloso è che la legislazione europea autorizzi il trasporto di questi animali per diversi giorni consecutivi.

Dalle investigazioni che Animals-Angels ha portato avanti negli ultimi dieci anni emerge che i trasporti di lunga durata non possono essere migliorati. Calore opprimente, freddo glaciale, intasamenti, strade in cattivo stato ed impossibilità di prendersi cura degli animali sono problemi inevitabilmente inerenti a questo tipo di trasporto. Pertanto gli animali hanno fame, sete e sono spesso stressati. Gli animali non sono fatti, né fisicamente né psicicamente, per sopportare di essere trasportati per migliaia di chilometri.

Questo deve cambiare.

Gli animali destinati all'ingrassamento ed al macello non devono essere trasportati per oltre 8 ore. **Abbiamo bisogno del vostro aiuto.**

Firmate la petizione on-line : www.8hours.eu

Perchè 8hours?

Nel 2002, il Comitato scientifico della Commissione europea per la Salute Animale e la Protezione Animale ha pubblicato un rapporto sul «Benessere animale durante il trasporto». Questo rapporto è giunto alla conclusione che il trasporto degli animali deve essere il più breve possibile. Tuttavia questa raccomandazione non si riflette attualmente nella legislazione.

In virtù della legislazione vigente, trasportare animali per diversi giorni è accettabile se gli vengono offerti riposo, cibo ed acqua. Riteniamo che questa situazione sia inaccettabile e non possa perdurare. Già da tempo le organizzazioni che militano contro la crudeltà nei confronti degli animali, come pure i cittadini ed i responsabili politici coinvolti, chiedono che sia trovata una soluzione affinchè gli animali da macello non viaggino per più di otto ore.

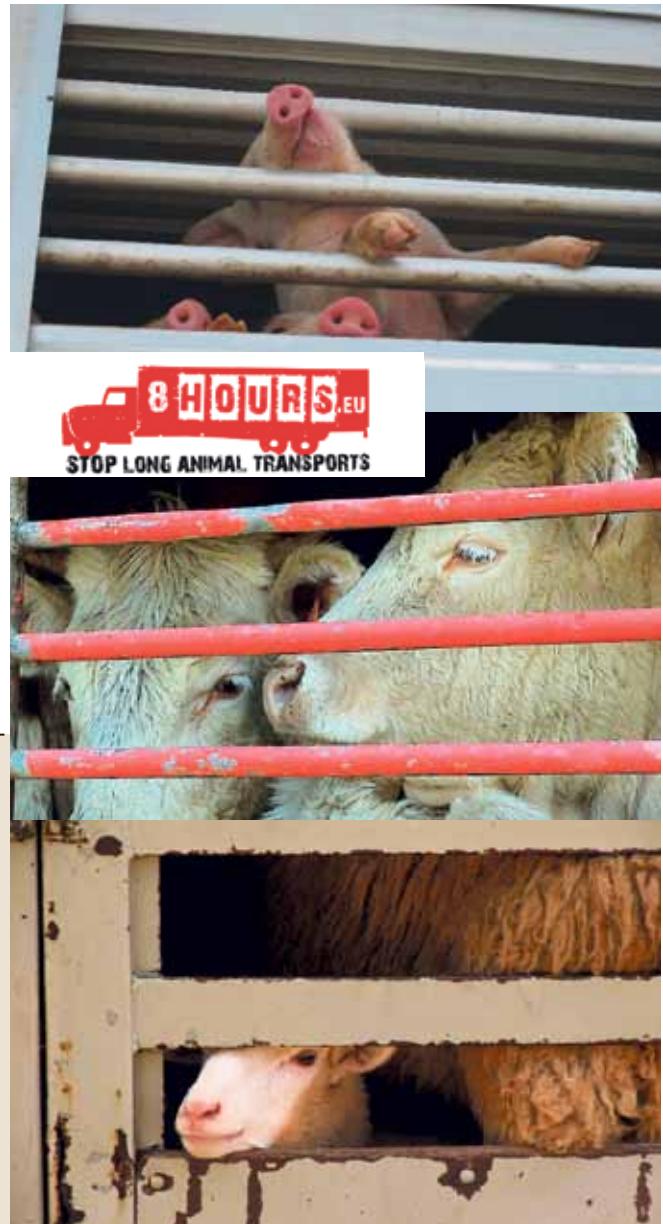
L'obiettivo di « 8hours - Stop al trasporto degli animali su lunghe distanze » è raccogliere un milione di firme per ottenere un miglioramento significativo del trasporto di animali.

Con le nostre firme chiediamo agli Stati membri dell'UE di imporre una durata massima di 8 ore per il trasporto degli animali.



Dan Jørgensen, Membro del Parlamento social-democratico danese

Fin dall'inizio del suo mandato in seno al Parlamento europeo, Dan Jørgensen milita senza tregua per la fine dei trasporti degli animali vivi su lunghe distanze. È vice-presidente del Gruppo del Parlamento europeo sul benessere e la tutela degli animali.



Animals'angels – stiamo dalla parte degli animali

Animals'angels è un'associazione di pubblica utilità finanziata esclusivamente da doni e lasciti. L'obiettivo mirato dall'associazione è l'abolizione dei trasporti di animali vivi. È attiva sul piano internazionale, in Germania, Francia, Spagna, Portogallo, Grecia, Polonia, Russia, Bielorussia, Australia, e lavora in stretta collaborazione con i servizi di polizia, dogana, uffici veterinari, ministeri ed enti pubblici.

È membro della WSPA, - società mondiale per la protezione degli animali - e dal 2005, come unica associazione indipendente, membro dell'»Advisory Group on the Food Chain and Animal and Plant Health » dell'Unione europea.

Informazioni : www.animals-angels.de

Comunicateci i vostri cambiamenti di indirizzo

In caso di invio ad indirizzi inesatti, la posta ci fattura Fr 2.- per rinviarci i giornali. In caso di cambiamento di indirizzo, vi invitiamo cortesemente a comunicarci i nuovi dati rinviadoci il tagliando qui appresso o telefonando all'ufficio della Lega.
LSCV, CP 148, 1226 Thônex - T : 022 349 73 37 F : 022 349 18 54 admin@lscv.ch

Cognome :

Nome :

Vecchio indirizzo

Via :

N°

NPA :

Città :

Nuovo indirizzo

Via :

N°

NPA :

Città :

Vogliate indicare il vostro indirizzo elettronico se desiderate essere informati delle azioni della Lega. E-mail :

Merci de nous communiquer vos changements d'adresse

En cas de mauvais adressage, les retours de journaux nous sont facturés Fr 2.- par la poste.

Lors d'un changement d'adresse, merci de nous communiquer vos nouvelles coordonnées en nous renvoyant le bulletin ci-dessous ou en appelant le bureau de la Ligue.

LSCV, CP 148, 1226 Thônex
T : 022 349 73 37 F : 022 349 18 54 admin@lscv.ch

Nom :

Prénom :

Ancienne adresse

Rue :

N°

NPA :

Localité :

Nouvelle adresse

Rue :

N°

NPA :

Localité :

Veuillez mentionner votre adresse mail si vous souhaitez être informé des actions de la Ligue. E-mail :

Bitte teilen Sie uns Ihre Adressänderung mit

Bei falschen Adressen verrechnet die Post jeweils Fr. 2.- für die Rücksendung.

Bitte teilen Sie uns bei einer Adressänderung Ihre neuen Koordinaten mit, indem Sie die unten stehenden Angaben ausfüllen oder das Büro der Liga anrufen.

LSCV, Postfach 148, 1226 Thônex
T : 022 349 73 37 F : 022 349 18 54 admin@lscv.ch

Name :

Vorname :

Alte Adresse

Strasse :

Nr.:

Postleitzahl :

Ort :

Neue Adresse

Strasse :

Nr.:

Postleitzahl :

Ort :

Teilen Sie uns auch Ihre E-Mail-Adresse mit, wenn wir Sie über die Aktionen der Liga auf dem Laufenden halten sollen. E-Mail :